

LIVRE BLANC



du Gouvernement Katangais
sur les activités des hors-la-loi
dans certains territoires baluba



WHITE BOOK

of the Katanga Government
about the outlaw activities
in some baluba areas



DT665
K3A2

Katanga, Congo (Belge)

LIVRE BLANC
DU GOUVERNEMENT KATANGAIS
SUR LES ACTIVITES DES HORS-LA-LOI
DANS CERTAINS TERRITOIRES BALUBA

WHITE BOOK
OF THE KATANGA GOVERNMENT
ABOUT THE OUTLAW ACTIVITIES
IN SOME BALUBA AREAS

**CHIFFRES DE
POPULATIC**

**Territoire de :
Territory of :**

**Kasenga
Mitwaba
Sakania
Kipushi
Kambove
Pweto**

**Lubudi
Sandoa
Kolwezi
Dilolo
Kapanga**

**Bukama
Kaniama
Kabongo
Malemba-Nkulu
Kamina**

**Albertville
Nyunzu
Manono
Kabalo
Baudouinville
Kongolo**

**Ville de :
Town of :
Elisabethville
Jadotville**

Introduction

Dès que l'on prononce les mots de « Baluba » ou « Balubakat », les gens qui ne connaissent pas le Congo et plus particulièrement le Katanga, s'imaginent qu'il s'agit nécessairement d'adversaires du Gouvernement Katangais.

La réalité est toute différente, et il est indispensable de préciser quelques vérités élémentaires.

Tout d'abord, que sont les Baluba ?

Les historiens et les ethnologues entendent par « Baluba » et « Balubaisés », au sens le plus large, « un groupe linguistique formé par les populations parlant les divers dialectes luba (1) : gens du Kasai (Baluba du Kasai, Bena Lulua, Bakwa Luntu ou Bena Nkoshi, Bena Konji, Baluba ba Lubislashi ou Bambo); gens du Katanga (Bena Kanioka, Bena Kalundwe, Baluba Shankadi, Babui, Bakunda, Balumbu, Bakalanga, Baluba Sanga, Baluba ba Lubilashi ou Bambo); et certaines gens du Kivu (Wazula et quelques groupes Wagenia du District du Maniema) ».

Le lien entre les diverses tribus de Baluba et de Balubaisés est donc essentiellement linguistique. Les historiens ne sont pas encore parvenus à déterminer avec exactitude l'origine de ce lien linguistique : existence jadis d'une langue commune, parlée du Kasai au Tanganyika, et du Nord au Sud du Katanga ? Ou la conquête du pays des Baluba par des envahisseurs parlant des langues sœurs ? Mais nous ne nous arrêterons pas à ce problème.

Le lien linguistique (d'ailleurs assez lâche, puisque les dialectes diffèrent parfois très fortement entre eux) est évidemment insuffisant pour cimenter une union.

(1) *Note.* — « Luba » est la racine du mot. « Mu » est le préfixe indiquant le singulier, « ba » celui indiquant le pluriel.

Nous utiliserons les préfixes uniquement dans les mots désignant les personnes et dirons donc « un Muluba », « les Baluba ».

Lorsque l'adjectif qualifie un autre substantif, nous utiliserons la racine sans préfixe : « luba ».

Prenons simplement pour illustration les Bena Lulua et les Baluba du Kasai qui, tout en parlant des langues fort semblables et tout en étant classés parmi les « Baluba » par les ethnologues, se livrent entre eux à des massacres qui sont à l'origine des troubles que connaît le Kasai depuis environ un an.

De même, des esprits peu avertis des choses congolaises seraient susceptibles de confondre les Baluba et Balubaisés du Kasai avec les Baluba et Balubaisés du Katanga.

En fait, bien qu'ils aient peut-être la même origine (un autre point que les historiens ne sont pas encore parvenus à éclaircir), les Baluba et Balubaisés du Katanga, ayant appartenu longtemps à l'empire des Baluba, diffèrent notamment par la langue (qui présente des variations assez sensibles), la culture et les traditions des Baluba et Balubaisés du Kasai. Pour autant que l'on puisse se permettre des comparaisons en pareille matière, on peut dire qu'ils se sentent aussi unis que Portugais et Espagnols, ou Polonais et Russes.

Quant aux Baluba et Balubaisés du Maniema (Kivu), ils offrent numériquement peu d'importance.

Nous parlerons donc uniquement des Baluba et Balubaisés du Katanga.

Les Balubaisés représentent des populations qui furent, dans le courant de l'histoire et notamment à l'époque du 2^e empire des Baluba (qui dura du 16^e siècle jusqu'à la fin du 19^e siècle), assujetties par les conquérants Baluba dont elles adoptèrent, en totalité ou en partie, les mœurs, les coutumes, les institutions et la langue.

A noter que certaines tribus, classées parmi les « Balubaisés » par les ethnologues, refusent de se considérer comme appartenant à cette catégorie.

Les Baluba et Balubaisés du Katanga habitent les territoires suivants :

- a) Bukama, Kaniama, Kamina, Malemba-Nkulu, Manono;
- b) la quasi-totalité de Kabongo, Kabalo et Nyunzu;
- c) une faible partie de Kongolo, Baudouinville, Albertville et Kolwezi.

Avec ceux des grands centres industriels (Elisabethville-Jadotville et Kolwezi) et en y comprenant même des tribus qui contestent être « balubaisées », ils doivent représenter une population totale d'environ 600.000 sur les quelque 1.655.000 habitants du Katanga.

Ainsi qu'on le sait, c'est la « CONAKAT » qui remporta les élections de mai 1960 et forma l'actuel gouvernement, tout en incluant dans ce gouvernement des ministres qui n'étaient pas membres du parti.

La « CONAKAT » (Confédération des Associations du Katanga) avait été fondée peu après les premières élections communales de décembre 1957 où l'on avait vu les gens originaires du Kasai (2), beaucoup mieux organisés, remporter un nombre de sièges beaucoup trop élevé par rapport à leur importance numérique. Lors de sa création, la « CONAKAT » groupait la plupart des associations tribales du Katanga, y compris la « BALUBAKAT » (3), dans une réaction commune contre l'ingérence des Kasaiens au Katanga.

Peu avant les élections communales et territoriales de décembre 1959, Jason Sendwe (Président Général de la BALUBAKAT), sous l'influence de certains Belges, annonça que la BALUBAKAT se retirait de la CONAKAT.

Tous les dirigeants de la BALUBAKAT, tous les Baluba et Balubaïsés du Katanga ne suivirent cependant pas le mouvement de sécession.

De nombreux membres fondateurs du parti restèrent fidèles à la CONAKAT.

Les Baluba du territoire de Kamina (environ 89.000), sous la direction du Grand Chef muluba Ndaie Emmanuel (qui porte le titre de Kasongo Niembo), non seulement se montrèrent fidèles aux idées de la CONAKAT, mais figurent même parmi les plus farouches défenseurs de ces idées. Lorsque le Président Tshombe se rendit dans le territoire de Kamina, en avril 1961, il y reçut un accueil encore plus enthousiaste que chez les gens de sa propre tribu (les Lunda).

Les quelque 28.000 Baluba du Nord du territoire de Kolwezi, les 10.000 Balubaïsés des villages du Nord-Ouest du territoire de Kabongo, ainsi que les 31.000 Balubaïsés du territoire de Kaniama épousent également les idées du Gouvernement Katangais.

(2) *Note.* — On estime que les gens originaires du Kasai, surtout des Baluba mais aussi des Lulua, sont au nombre d'environ 150.000 au Katanga. Ils sont surtout établis dans les grands centres industriels, où ils ont été amenés principalement par les sociétés minières.

Ils fondèrent au Katanga la « FEDEKA » (Fédération des associations tribales du Kasai).

(3) *Note.* — Association des Baluba du Katanga.

Il convient d'y ajouter les quelque 60.000 Baluba et Balubaisés habitant les grands centres industriels (Elisabethville, Jadotville, Kolwezi). Une partie d'entre eux vota certes contre la CONAKAT en mai 1960, mais ces Baluba et Balubaisés eurent bien vite l'occasion de constater que le Gouvernement Katangais recherche uniquement le bien-être de tous les habitants du Katanga.

Il y a donc là un bloc d'environ 218.000 Baluba et Balubaisés du Katanga (sur un maximum de 600.000 que compte le Katanga) qu'il ne fut jamais question de classer parmi ceux que la presse mondiale appelle « rebelles Baluba ».

C'est pour cela qu'il y eut toujours, même après la sécession de Sendwe, une BALUBAKAT au sein de la CONAKAT. Parfois, on la désigne sous l'expression « Balubakat pro-Conakat ».

C'est pour cela que l'on aurait tort, ainsi que nous le disions au début de cet ouvrage, de penser à des adversaires du Gouvernement Katangais dès que l'on prononce le mot de « Balubakat ». (4).

Le Grand Chef muluba Dibwe Kaloa Boniface (mieux connu sous le nom de Grand Chef Kabongo Boniface) se prononça pour la BALUBAKAT de Sendwe. Il est vraisemblable qu'il le fit surtout parce que son rival, le Grand Chef Kasongo Niembo (Ndaïe Emmanuel) soutenait la CONAKAT. Il faut savoir en effet qu'une rivalité ancestrale opposait ces deux Grands Chefs. Lors de l'arrivée des Européens, à la fin du 19^e siècle, Dai Mande, empereur des Baluba, venait de mourir, et ses deux seuls frères survivants, Kasongo Niembo et Kabongo, étaient en guerre, se disputant l'empire (2^e Empire des Baluba) qui ne tarda pas à s'écrouler. Les historiens considèrent que les premiers Belges au Katanga commirent une immense erreur politique lorsque, au lieu de reconstruire l'empire de Kasongo Niembo (tout au moins dans la

(4) *Note.* — Cela signifie-t-il que le restant des Baluba et Balubaisés du Katanga, c'est-à-dire environ 382.000 personnes habitant les régions du Nord-Katanga que la presse mondiale appelle « zones rebelles », sont hostiles au Gouvernement Katangais ? Nullement. Ainsi qu'on le verra plus loin, ces populations étaient terrorisées par certains éléments troubles et mal renseignées sur les intentions réelles du Gouvernement Katangais. La libération de ces régions — effectuée d'ailleurs à la demande des populations intéressées — a eu pour effet de supprimer pratiquement les « zones rebelles ». Les quelques malentendus qui subsistent encore ne tarderont pas à disparaître.

région du Lomami), ils le divisèrent entre Kasongo Niembo et Kabongo (5).

A l'approche des élections de mai 1960, la BALUBAKAT de Sendwe constitua un cartel avec le FEDEKA et l'ATCAR. (6).

Ce cartel (appelé généralement « Cartel Katangais ») se présenta aux élections sous des étiquettes diverses, selon les territoires : « Balubakat », « Atcar », « Cartel Katangais », « Cartel Balubakat -MNC Lumumba ».

La CONAKAT fit sa propagande électorale sur son programme bien connu : le « fédéralisme » ou « confédéralisme », c'est-à-dire la garantie d'une assez large indépendance pour le Katanga. (7).

La BALUBAKAT de Sendwe laissa planer l'équivoque sur son programme, surtout dans les territoires de l'intérieur. Son organe « Congo d'Abord » alla jusqu'à lancer le slogan : « Pour un Katanga indépendant! ». En tout cas, Sendwe s'abstint soigneusement de préciser qu'il était pour l'unitarisme de Lumumba, car Lumumba n'était guère aimé des populations katangaises (y compris les Baluba). Le 9 mai 1960 encore, Sendwe affirma sur l'honneur n'avoir pas fait alliance avec le M.N.C.-Lumumba. (8).

(5) *Note.* — Ce Kasongo Niembo et ce Kabongo sont les prédécesseurs du Grand Chef Ndaie Emmanuel (Kasongo Niembo) et du Grand Chef Dibwe Kaloa Boniface (Kabongo). Ce dernier ayant été lâchement assassiné par les hors-la-loi de la « Balubakat » de Sendwe (voir plus loin), le Grand Chef Kasongo Niembo Ndaie Emmanuel a maintenant pris le titre coutumier de « empereur des Baluba ».

(6) *Note.* — ATCAR = Association des Tshokwe du Congo, de l'Angola et des Rhodésies. Au Katanga, les Tshokwe sont environ 100.000 et habitent surtout les territoires de Sandoa et de Dilolo, où ils vivent en symbiose avec les Lunda.

(7) *Note.* — Le 13 mai 1960, mettant à profit sa présence à la Table Ronde Economique à Bruxelles, M. Tshombe, en sa qualité de Président Général de la CONAKAT, fit à la presse la déclaration suivante :
« Nous sommes les défenseurs de la Confédération du Congo et préconisons une autonomie, non pas exclusive ni absolue de nos Provinces, mais une autonomie bien étudiée pour les domaines dans lesquels elle s'impose... Un gouvernement unitaire n'est pas concevable pour des parties de pays offrant de telles dissemblances.
C'est la Confédération qui pourra résoudre très rapidement les problèmes d'ordre ethnique, éviter la continuation des effusions de sang et de toutes ces luttes tribales, luttes fratricides d'hommes dont nous avons besoin pour la construction d'un grand pays. »

(8) *Note.* — Ce fait est encore rappelé par « Etudes Congolaises » de mars 1961 (revue paraissant à Léopoldville).

Les élections eurent lieu le 22 mai 1960. Les 60 sièges du Katanga élus au suffrage universel direct se répartirent comme suit :

Conakat	25
Balubakat	18
Balubakat-M.N.C. Lumumba	1
Cartel katangais	2
Atcar	2
M.N.C. - Lumumba	1
M.N.C. - Kalonji	1
Union congolaise	1
Intérêts locaux	6
Listes individuelles	3

Presque immédiatement après les élections, les élus sur des listes individuelles ou sur des listes d'intérêts locaux se rallièrent au groupe CONAKAT (9). Il en fut de même de l'élu « Union Congolaise ».

Le cartel formé avant les élections par la BALUBAKAT de Sendwe, la FEDEKA et l'ATCAR pouvait théoriquement disposer des sièges suivants : 18 élus « Balubakat », 1 « Balubakat-M.N.C.-Lumumba », 2 « Cartel katangais », 2 « Atcar », 1 « M.N.C. Lumumba » et 1 « M.N.C.-Kalonji ».

Mais, avant qu'il ne se fût écoulé une semaine, le Cartel formé par la BALUBAKAT perdait trois de ses élus : l'élu M.N.C. Kalonji et deux autres élus sur la liste du Cartel, mais qui étaient des Baluba du Kasai relevant aussi du M.N.C.-Kalonji.

En effet, le 28 mai on apprit que les dirigeants du Cartel avaient reçu un télégramme de Lumumba marquant son accord en vue d'une alliance entre son parti et le Cartel. La CONAKAT et des chefs coutumiers baluba furent mis en possession de ce texte, qui commençait à révéler les vrais objectifs de certains dirigeants du Cartel. Par une lettre ouverte, les « jeunesse kasaiennes » demandèrent à Sendwe de « dire si le Cartel est pour M.Lumumba ou pour M. Kalonji. (10).

(9) *Note.* — Ces élus sur des listes individuelles et d'intérêts locaux étaient en fait, dès avant les élections, partisans des idées de la CONAKAT. S'ils ne s'étaient pas présentés sous l'étiquette « CONAKAT », c'est surtout parce qu'ils avaient mal assimilé les mécanismes électoraux et n'avaient pas entièrement compris l'intérêt de listes fortes.
Ce phénomène s'est également produit dans d'autres régions de l'ex-Congo Belge, dont l'évolution politique fut assez hâtive.

(10) *Note.* — Le texte de cette lettre ouverte a été reproduit notamment par le quotidien de Léopoldville « L'Avenir » du 1.6.60.

La visite de M. Albert Kalonji à Elisabethville le 30-5-60 et la conclusion d'un accord CONAKAT-M.N.C. Kalonji consommèrent la rupture entre la BALUBAKAT de Sendwe et les Baluba du Kasai habitant le Katanga.

Le cartel BALUBAKAT-FEDEKA-ATCAR se trouvait ainsi amputé de la FEDEKA, dont les Baluba du Kasai formaient l'immense majorité. (11).

La CONAKAT (fit l'impossible pour arriver à un accord avec ce qui restait des élus du Cartel (réduits à 22 sur 60) et former un gouvernement d'union nationale. Malheureusement, des malentendus créés surtout par les conseillers belges du Cartel (12) empêchèrent toute entente.

La législation prévoyait, pour le gouvernement du Katanga, un Président et dix ministres. En juin 1960, le Cartel aurait facilement pu obtenir quatre postes ministériels. Il n'accepta pas, car (poussé par ses conseillers belges) il prétendait avoir droit à la présidence du gouvernement.

En juillet 1960, après la proclamation de l'indépendance du Katanga, la CONAKAT offrit encore au Cartel cinq portefeuilles

(11) *Note* — Les Lulua de la FEDEKA étaient déjà alliés à la CONAKAT lors des élections.

Quant aux Baluba du Kasai vivant au Katanga, depuis que l'Etat Autonome du Sud-Kasai (créé en août 1960 par le Président A. Kalonji) est devenu la patrie de tous les Baluba du Kasai, ils partagent maintenant nécessairement les idées fédéralistes de la CONAKAT et ne pourraient plus être entraînés dans une coalition unitariste.

(12) *Note*. — Des « experts » européens, se basant sur le recensement démographique, avaient affirmé aux dirigeants du Cartel, avant les élections, qu'ils gagneraient obligatoirement.

Les élus du Cartel ne comprirent pas que des défections s'étaient produites (c'est-à-dire que beaucoup de Baluba avaient voté pour la CONAKAT), et on leur fit croire que les élections avaient été truquées.

La rapidité des événements ne permit pas d'éclaircir ce malentendu.

En outre, les mêmes conseillers belges avaient affirmé aux dirigeants du Cartel qu'ils pouvaient, par une espèce de chantage, exiger la présidence du gouvernement. En effet, la « loi fondamentale » imposée par la Belgique exigeait, pour certains votes, la présence d'au moins deux tiers des élus. Même avec une représentation réduite à 22 élus, le Cartel pouvait donc saboter certaines décisions de l'Assemblée.

Le Parlement belge, se rendant compte de ce que cette disposition de la « loi fondamentale » était néfaste, modifia la loi sur ce point et réduisit le quorum à la moitié des élus.

Les conseillers belges du Cartel avaient assuré aux dirigeants du Cartel que cette modification de la loi ne se produirait jamais.

Sans cette intervention des conseillers, on n'aurait sans doute pas assisté au durcissement des positions qui empêcha toute entente.

ministériels, dont une vice-présidence (ce résultat aurait pu être obtenu par un remaniement du gouvernement déjà constitué).

Tout observateur impartial doit reconnaître que cette offre était généreuse : le Cartel (qui n'avait pas gagné les élections) pouvait obtenir le même nombre de portefeuilles ministériels que la CONAKAT, celle-ci conservant comme unique avantage la présidence (contrebalancée dans une certaine mesure par la vice-présidence accordée au Cartel).

Mais cette offre généreuse fut de nouveau rejetée, et le Katanga conserva son gouvernement formé par la CONAKAT, qui avait cependant veillé à introduire dans l'équipe ministérielle des représentants des principales ethnies du Katanga. (13).

(13) *Note.* — Après quelques remaniements intérieurs, le Gouvernement Katangais se trouvait composé comme suit :

Président: M. M. Tshombe (race Lunda, élu Conakat).

Ministres:

- 1. Affaires Intérieures: M. G. Munongo (race Buyeke, élu Conakat).
- 2. Finances: M. J. B. Kibwe (ra. Mutabwa, élu Conakat).
- 3. Education Nationale: M. J. Kiwele (race Mutabwa, élu Conakat).
- 4. Télécommunications: M. A. Kiela (race Mutabwa, élu Conakat).
- 5. Affaires Etrangères: M. E. Kimba (race Muluba du Katanga, élu Conakat).
- 6. Justice: M. V. Ilunga (race Muluba du Katanga, élu Conakat).
- 7. Santé Publique: M. C. Mukeba (race Muluba du Kasai, élu MNC-Kalonji).
- 8. Travail et Affaires Sociales: M. P. Muhona (race Tshokwe, élu individuel).
- 9. Agriculture: M. S. Kilonda (race Muhemba, élu Conakat).
- 10. Affaires Economiques: M. S. Tshizand (race Lunda, élu individuel).

Quelque temps plus tard, le Gouvernement Katangais s'adjoignit encore cinq Secrétaires d'Etat:

- 1. Travaux Publics: M. G. Kitenge (race Musonge, du parti « Union Congolaise »).
- 2. Commerce Extérieur: M. B. Makonga (race Muluba du Katanga, de la Conakat).
- 3. Information: M. L. Samalenge (race Ndembo, de la Conakat).
- 4. Défense Nationale: M. J. Yav (race Lunda, de la Conakat).
- 5. Fonction Publique: M. A. Nyembo (race Muhemba, de la Conakat).

En outre, il convient de citer que M. J. Masangu (1^{er} Vice-Président du Sénat à Léopoldville, Muluba du Katanga, élu au 2^e degré sur les listes du Cartel) est Ministre Résident du Katanga auprès des pays du Marché Commun, tandis que M. O. Mwenda (Muyeke, de la Conakat) y est Secrétaire d'Etat et M. D. Diur (Lunda, de la Conakat) a le même titre.

Surtout après les événements de juillet 1960, les Tshokwe (qui avaient voté soit pour l'ATCAR, soit pour d'autres candidats du Cartel là où il n'y avait pas de liste « ATCAR ») se rallièrent entièrement au Gouvernement Katangais.

Fin juillet 1960, le Grand Chef muluba Kabongo Boniface, qui s'était rendu fin juin à Léopoldville en sa qualité de sénateur (élu sur présentation par le Cartel) et y avait été bloqué par les troubles, parvint à regagner le Katanga.

Le Grand Chef Kabongo Boniface était une noble figure. Il avait appuyé la BALUBAKAT de Sendwe parce qu'il estimait indispensable une union des Baluba du Katanga et il avait cru la réaliser grâce à un parti politique puissant. Mais il aimait profondément le Katanga et tenait avant tout au bien-être de ses sujets. A Léopoldville, il avait vu à quoi menait la politique de violence prônée par Lumumba, auquel Sendwe s'était rallié.

Avant de regagner sa résidence de Kabongo, il fit à la Radio d'Elisabethville une importante déclaration dont nous extrayons le passage suivant :

« Il n'y a plus ni Balubakat, ni Conakat... Il n'y a plus que des Katangais, travaillant ensemble pour que la paix et la prospérité règnent au Katanga ! »

Quelques semaines plus tard, il fut sauvagement assassiné par des « jeunesses B.B.K. » (14). Cet assassinat, destiné à effrayer les sujets du Grand Chef Kabonga Boniface, souleva une immense émotion parmi les Baluba. En effet, la coutume permet parfois de déposer un Grand Chef, mais jamais de le tuer. Par réaction, les fidèles partisans du Grand Chef Kabongo se tournèrent vers le Grand Chef Kasongo Niembo.

Lorsque les troupes de l'O.N.U. arrivèrent dans le pays, le 12 août 1960, le calme le plus complet régnait au Katanga. Il y avait certes eu une mutinerie des militaires (Force Publique) le mois précédent, mais elle était absolument étrangère à la situation du Katanga et fut d'ailleurs le fait de militaires qui n'étaient pas originaires du Katanga. Cette mutinerie, à laquelle

(14) *Note.* — B.B.K. est le sigle utilisé par la BaluBaKat de Sendwe. Dans le rapport administratif qui suit, on trouvera des détails sur les « jeunesses » (véritables « blousons noirs ») et l'assassinat du Grand Chef Kabongo.

la population n'avait participé en rien, avait été réprimée en quelques jours. (15).

Le Katanga fut obligé de confier aux troupes de l'O.N.U. le contrôle de certaines zones, l'O.N.U. se chargeant notamment d'assurer la sécurité des voies de communication.

C'est dans ces zones, et dans les zones immédiatement adjacentes, que des éléments troubles tentèrent, d'abord timidement, quelques coups de main.

Les forces de l'O.N.U. ne voulurent pas ou ne purent pas réprimer ces véritables actes de brigandage.

Enhardis par l'impunité, les hors-la-loi étendirent bientôt leurs activités à une bonne partie du Nord-Ouest du Katanga (16), coupant le chemin de fer Elisabethville-Kamina dans les régions de Luena-Bukama et le chemin de fer Albertville-Nyunzu-Kabalo-Kabongo-Kamina. (17).

La création des « zones neutres » contrôlées par l'O.N.U. n'empêcha pas quelques centaines de soldats, venant du Kivu, de les traverser sans la moindre opposition de l'O.N.U. et de s'emparer de la ville et du centre minier de Manono, permettant ainsi l'installation à Manono d'un prétendu « Gouvernement muluba du Nord-Katanga » (18).

(15) *Note.* — Partant du principe (admis par toutes les autorités militaires du monde) que l'on ne peut plus guère se fier à des militaires qui se sont mutinés une fois, le Gouvernement Katangais licencia et renvoya dans ses foyers presque tous les éléments de la Force Publique cantonnés au Katanga. Sur 2.800 hommes, seuls 300, appartenant à des unités qui ne s'étaient pas mutinées, demeurèrent au service du Katanga.

Rappelons que la plupart de ces militaires n'étaient pas originaires du Katanga, la Belgique ayant appliqué le principe de faire toujours assurer le maintien de l'ordre par des éléments étrangers à la région.

(16) *Note.* — La presse parle toujours du « Nord » du Katanga. En réalité, le Cartel n'avait obtenu la majorité que dans le Nord-Ouest du Katanga (dont l'extrême nord d'ailleurs, le territoire de Kongolo, avait voté pour la Conakat). Et c'est seulement dans une partie de ce Nord-Ouest que des troubles se produisirent.

C'est aussi par erreur que le Cartel annonça en juin 1960 la constitution d'un gouvernement du « Nord-Est du Katanga ». C'est Nord-Ouest qu'il aurait fallu dire.

(17) *Note.* — Rappelons que ces deux lignes de chemin de fer sont d'une importance vitale non seulement pour le Katanga, mais aussi pour une bonne partie du restant de l'Afrique puisqu'elles constituent des tronçons des grands axes Est-Ouest et Sud-Nord: de Dar-es-Salam à Léopoldville, et du Cap à Léopoldville.

(18) *Note.* — Ce prétendu « gouvernement » ne parvint jamais à installer l'administration indispensable à un Etat.

Les prétendus « ministres » étaient, eux aussi, sous la coupe des bandes de brigands et n'auraient rien osé entreprendre contre ces criminels.

C'est ainsi que se créèrent ce que la presse appela « les régions rebelles du Nord-Katanga ».

Le rapport administratif publié plus loin montre comment la prétendue « rébellion » était en réalité le fait de quelques centaines, ou au maximum quelques milliers de hors-la-loi qui constituaient la lie de la population et terrorisaient les populations luba des prétendues « régions rebelles ».

Constamment, les autorités katangaises découvraient, sur des listes de « guerriers baluba », des individus qui, voici quelques années, avaient été condamnées à Elisabethville, Jadotville ou Kolwezi du chef d'appartenance à des bandes de jeunes brigands, telles que « Main Jaune », « Cow-boys », « Bande de Chicago », etc.....

Ce sont ces hors-la-loi, que la presse mondiale appelle « rebelles baluba », qui ont notamment massacré deux missionnaires protestants à Kabongo, trois agents européens du C. F. L., deux colons, deux agents européens de la COTANGA, le Docteur Motoule, dix militaires irlandais, le Grand Chef Kabongo et 18 autres Chefs, 33 intellectuels de la GEOMINES, plusieurs centaines de travailleurs du C.F.L. de la COTANGA, des Charbonnages de Luena, de la GEOMINES, de l'Administration, du cadre des infirmiers, et de simples villageois refusant de se soumettre aux ukases de ces jeunes voyous.

Systématiquement, ces bandes détruisaient toute l'élite luba, le personnel technique, les œuvres sociales et culturelles, et toutes les richesses des régions luba.

La plupart des personnes tuées ont été atrocement torturées. Jusqu'à présent le Gouvernement Katangais, par un souci d'humanité, s'était refusé à dévoiler le détail des souffrances endurées par les victimes des hors-la-loi luba. (19).

Cependant, devant l'attitude adoptée par certaines personnes qui se disent représentatives des Baluba et osent prétendre que le Gouvernement Katangais « fait la guerre au peuple luba », il a été décidé de publier le présent livre blanc sur les atrocités commises.

Le Gouvernement Katangais tient à souligner que le peuple luba n'est nullement responsable de ces crimes qui sont imputables uniquement à une petite minorité de brigands et criminels.

(19) Note. — Beaucoup de photos d'atrocités se trouvent entre les mains du Gouvernement Katangais depuis octobre 1960.

C'est pour cela que le Gouvernement Katangais, devant l'incapacité des forces de l'O.N.U., chargea la gendarmerie katangaise de nettoyer ces régions des hors-la-loi qui terrorisaient la population.

Il s'agissait donc d'une vaste opération de police, semblable (sur une échelle plus grande) aux rafles que les polices du monde entier effectuent parfois dans certains quartiers servant de refuge aux hors-la-loi.

Le Gouvernement Katangais avait d'ailleurs reçu des appels à l'aide émanant des populations des « zones rebelles » (notamment de Manono).

Déclenchée au début de février 1961, l'opération de nettoyage de la région Luena-Bukama fut achevée en quelques jours et le rail Elisabethville-Kamina se trouva ainsi dégagé.

Fin mars, une opération semblable fut déclenchée vers Manono, Nyunzu, Kabalo et les régions avoisinantes.

Ici aussi, tout fut achevé rapidement et n'entraîna qu'un nombre très limité de victimes — ce qui prouve bien que les populations n'étaient nullement hostiles au Gouvernement Katangais.

Ces populations luba et lubaïsées accueillirent avec joie leurs libérateurs qui venaient leur apporter de nouveau tous les bienfaits d'une vie normale.

N'était la crainte d'un retour offensif d'un régime terroriste, il est certain que ces populations manifesteraient encore plus ouvertement leur satisfaction.

Dans ces conditions, que représentent encore les politiciens du Cartel réfugiés à Léopoldville, à Stanleyville ou au Kivu : Sendwe Jason, Shabani, Goy Luongwe, Mukalay, Kabange Numbi, Kalikoni, Kalonji Isaac, Muhunga Ambroise, etc...?

Les chiffres électoraux qu'ils présentent à l'appui de leurs dires ne correspondent plus à la réalité. En effet, le Cartel BALUBAKAT-FEDEKA-ATCAR a perdu les électeurs de la FEDEKA et de l'ATCAR.

En outre, les Baluba et Balubaïsés qui avaient voté pour le Cartel dans le territoire de Kaniama et une partie des territoires de Kolwezi et Kabongo se sont depuis longtemps ralliés fermement au Gouvernement Katangais.

Quant aux Baluba et Balubaïsés des régions qui viennent d'être libérées de l'emprise des terroristes, le Gouvernement Katangais est convaincu qu'elles ne demandent qu'à vivre en paix et à jouir avec tous les Katangais des richesses du Katanga.

Lorsque ces populations connaîtront les intentions réelles du Gouvernement Katangais (20), elles ne pourront que se rallier à sa politique.

Certes, elles avaient voté pour la BALUBAKAT de Sendwe, mais c'était uniquement pour des raisons tribales (21) et parce que leur Grand Chef Kabongo appuyait ce parti à l'époque.

Les adversaires du Gouvernement Katangais prétendent parfois que ce gouvernement a l'intention « d'exterminer tous les Baluba ».

C'est là une affirmation ridicule. Non seulement le Gouvernement Katangais a certifié à plusieurs reprises que « les Baluba sont des Katangais à part entière », mais encore le Gouvernement Katangais se rend parfaitement compte du rôle important que les Baluba ont joué dans l'histoire du Katanga. (22).

Les Baluba et Balubaisés, bien qu'habitant actuellement dans des régions plutôt déshéritées, ont incontestablement contribué à former la « conscience katangaise » et ont le droit de jouir, à titre égal avec les autres Katangais, des richesses du Katanga (qui sont plutôt concentrées dans la partie Sud du pays).

Le Gouvernement Katangais préconise une organisation confédérale de l'ex-Congo Belge. Pour cela il se base sur le fait, maintenant reconnu par le monde entier, qu'il est impossible actuellement de soumettre à un même régime centralisateur des ethnies aussi éloignées et aussi différentes les unes des autres que les Russes des Français, ou les Allemands des Espagnols.

Certes, le monde entier marche vers une collaboration étroite. Mais les difficultés que les Européens rencontrent dans la réalisation de l'Europe Unie prouvent qu'il est inutile et néfaste de vouloir bousculer l'Histoire.

(20) — Il ne faut pas oublier que l'information est très difficile dans ces régions de brousse privées de radio et de journaux. Bien souvent, des faux bruits circulent.

(21) — Vu la rapidité de l'évolution politique au Congo, la CONAKAT n'avait même pas eu le temps d'organiser sa propagande électorale dans ces régions, ni d'y présenter des candidats pour les élections de mai 1960.

(22) *Note.* — Les partisans de l'« Etat du Lualaba » préconisé par Sendwe citent parfois, à l'appui de leur thèse, qu'il y eut, du 16^e au 19^e siècle, un « Empire des Baluba » qui recouvrait pratiquement tout le territoire actuel du Katanga. Cet argument se retourne en réalité contre ceux qui s'en servent. En fait, il prouve uniquement que, dans le courant de l'Histoire, l'entité « Katanga » existait déjà.

Les deux empires des Baluba, l'empire des Lunda et l'empire des Bayeke (sans compter 80 années de vie commune sous l'administration belge) ont contribué à former la « conscience katangaise ».

Les Etats-Unis d'Amérique commencèrent aussi par une confédération et il fallut de longues dizaines d'années pour passer à une formule de collaboration plus étroite.

Mais le Gouvernement Katangais n'est nullement illogique avec lui-même lorsqu'il affirme qu'il n'existe aucune raison pour les Baluba et Balubaïsés du Katanga de constituer, dans la future Confédération du Congo, un Etat distinct (d'ailleurs inviable et difficile à réaliser, vu la position nettement pro-gouvernementale adoptée par beaucoup de Baluba et Balubaïsés).

Où irait-on si chacune des centaines d'ethnies de l'ex-Congo Belge voulait se constituer en Etat distinct ?

C'est pour cela que le Katanga a insisté, lors de la Conférence de Tananarive, sur la nécessité de n'admettre que des Etats *viables*. Cette proposition fut d'ailleurs adoptée à l'unanimité par tous les participants.

Pour constituer des Etats viables, des ethnies différentes mais déjà réunies par des liens de proximité et des relations économiques et autres, doivent donc se réunir en un seul Etat. (23).

Il est évident que chacune des ethnies doit jouir, au sein de l'Etat, d'une autonomie suffisante pour permettre le développement de sa propre vie sociale et culturelle. (24).

C'est cette nouvelle organisation en « provinces » dotées d'une assez grande autonomie que le Président Tshombé a esquissée dans son discours du 6 avril 1961 devant l'Assemblée Nationale du Katanga.

Lorsqu'ils auront compris tout cela, les politiciens du Cartel admettront peut-être qu'il est temps de mettre fin aux malentendus afin de construire ensemble un Katanga prospère, où tous les Katangais ont les mêmes droits.

Le Gouvernement du Katanga.

(23) — Ces ethnies ne constituent pas nécessairement des « nations » au sens juridique et sociologique du mot. Mais même si elles constituaient des « nations », tout le monde sait que plusieurs « nations » peuvent constituer un seul et même « Etat ».

(24) *Note.* — C'est tout ce que demandent les Baluba et aussi les autres ethnies du Katanga et de tout l'ex-Congo Belge : être dirigés par des gens de leur race et être maîtres chez eux.

Rapport Administratif

La rédaction de ce rapport a été effectuée sur base de documents officiels établis par des magistrats, des fonctionnaires territoriaux et l'administration de la Sûreté.

Le présent rapport est loin de constituer le récit complet des atrocités commises par les terroristes de la B. B. K. (BalubaKat). La raison en est que les régions où ces atrocités ont été perpétrées n'ont été libérées que très récemment ou se trouvent encore sous le contrôle des forces de l'O. N. U.

Ce n'est qu'à la suite d'enquêtes plus approfondies que la vérité pourra être cernée de plus près. Le présent rapport doit donc être considéré comme la synthèse de ce qui est actuellement connu par les instances officielles de l'Etat du Katanga.

Nous dirons tout d'abord un mot des auteurs et des victimes des atrocités ainsi que des méthodes d'assassinat en général.

Ensuite, nous passerons en revue les principaux actes terroristes dans les territoires de Manono, Kabalo, Malemba-Nkulu, Albertville, Bukama et Kabongo.

LES AUTEURS DES ATROCITES.

L'organisation de la Balubakat n'a jamais permis l'établissement d'une hiérarchie stricte. Il est donc impossible de faire remonter à une autorité « ministérielle » la responsabilité des actes sauvages commis dans une partie du Nord-Katanga. Il est certain cependant que la plupart des « autorités » locales qui se sont constituées avec l'assentiment des terroristes de la Balubakat ont ordonné ou laissé commettre les actes dont il sera question. Parmi les auteurs des atrocités figurent certains chefs coutumiers, des politiciens B. B. K. et surtout les « jeunesses ».

Grâce aux bouleversements qui débutèrent en septembre 1960, chaque Chef coutumier qui accepta et propagea le «dawa» (25) B. B. K., profita de cette situation pour assouvir les querelles ancestrales qui avaient été mises en veilleuse durant un demi-siècle. Il advint que ce furent les Chefs les plus influents à l'intérieur du mouvement qui purent régler ces conflits à leur profit.

A l'intérieur des groupements dirigés par eux, ils tranchèrent les querelles pour la possession des terres en emprisonnant ou en exécutant leurs adversaires.

Les luttes entre les différents clans furent provisoirement résolues de la même façon. Le cas le plus atroce est celui du Chef Bakongolo, martyrisé à l'instigation de son ennemi ancestral, le Chef Kiluba.

Semblablement, la plupart des chefs de secteur, qui avaient cependant été installés avec l'assentiment des coutumiers, firent l'objet de sévices ou furent assassinés. Il exista toujours, en effet, un ressentiment profond mais inavoué contre ces personnes qui avaient été investies d'une partie des pouvoirs que la coutume réserve aux notables qu'elle désigne.

Ceux des politiciens B. B. K. qui triomphèrent largement au cours des élections n'avaient pas de rancune particulière à assouvir. Aussi se contentèrent-ils d'ordonner l'exécution pure et simple de leurs adversaires les plus importants.

Il en va tout autrement des éléments troubles auxquels la population n'avait pas accordé sa confiance. C'est ainsi que des politiciens de Manono et de Kabalo, notamment, se mirent à la tête de jeunes pour perpétrer le plus cruellement possible l'assassinat de ceux de leurs adversaires qui avaient le plus d'audience parmi les populations.

Il ne faudrait pas en inférer que seuls les politiciens membres de la CONAKAT ou d'autres partis du Gouvernement furent victimes de leurs confrères malheureux aux élections. Les règlements de compte les plus cruels ont visé à l'extermination de ceux qui, par leur pondération ou par leur formation intellectuelle, auraient pu avoir tendance à maintenir l'ordre et par voie de conséquence à se rallier au Gouvernement Katangais.

Il n'est pas jusqu'aux «fonctionnaires» ou membres du personnel politique du gouvernement fantoche du Lualaba, qui n'aient fait l'objet de menaces, voire de sévices.

(25) *Note.* — Le «dawa» est ici le «charme» de sorcellerie auquel recoururent les hors-la-loi B.B.K., tout comme les Mau-Mau au Kenya.

C'est parmi la jeunesse délinquante (26) que les chefs et les politiciens relevant de la B. B. K. ont trouvé les exécuteurs de leurs volontés.

En outre, ces jeunes gens moralement abandonnés ont exécuté de leur propre mouvement bien des personnes qui s'opposaient à leurs agissements sauvages. Se couvrant, aux yeux des populations, de l'autorité des «Sénats» ou des «Bureaux politiques», ils arrêtaient et exécutèrent les représentants d'une autorité qui pouvait mettre fin à leurs brigandages.

On peut dire, sans crainte de se tromper, que les «Jeunesses B. B. K.», auteurs principaux des atrocités, ont échappé à tout contrôle.

LES VICTIMES DES ATROCITES.

Les terroristes s'attaquèrent systématiquement à toute l'élite: intellectuelle, coutumière et religieuse.

Dans les territoires de la zone dite «rebelle», les intellectuels sont rares. Ce sont en effet des territoires de brousse où seuls quelques commis de l'Administration et des agents de Sociétés privées représentent le cadre intellectuel katangais.

La totalité des commis et artisans d'élite de la société minière «GEOMINES» (dont le siège d'exploitation principal est à Manono) eut à subir la rancune de la B. B. K. Quelle que fut l'appartenance politique de ces cadres, ils furent malmenés par les jeunes chômeurs de la région.

A deux ou trois exceptions près, les commis de l'Administration furent battus et chassés.

Le but était de rabaisser ou de supprimer tout ce qui, par sa formation ou son autorité morale, pouvait endiguer le mouvement sauvage déclenché par les responsables B. B. K.

Les meilleurs d'entre les chefs coutumiers et ceux qui avaient tenté, de juin à septembre 1960, de maintenir un certain ordre coutumier, furent plus ou moins rapidement mis dans l'impossibilité d'agir, démis ou tués.

Ceux qui purent s'enfuir ne furent même pas remplacés, tant il est vrai qu'il était décidé de supprimer tout ordre traditionnel.

Les chefs de secteurs, considérés comme des créatures de l'Administration antérieure, ont été les premières victimes de ces dispositions.

(26) *Note.* — L'administration belge avait l'habitude de renvoyer dans les territoires de brousse, où l'on espérait qu'ils tomberaient sous la férule des chefs coutumiers, les éléments délinquants des grands centres.

Seuls les chefs qui s'étaient faits les promoteurs de la distribution du «dawa» B. B. K. ont été épargnés. Ils étaient en effet considérés par les responsables politiques comme apportant une aide efficace à la rébellion. Leur élimination ne devait être envisagée qu'après le triomphe de celle-ci.

La disparition de la plus grande partie des missionnaires blancs, tant catholiques que protestants, créa un vide moral dans les régions soumises aux terroristes B. B. K.

Cependant, de courageux prêtres katangais et quelques pasteurs demeurèrent sur place. Leur action fut totalement entravée par la B. B. K. qui alla jusqu'à les empêcher de sortir de leur mission.

N'osant s'attaquer immédiatement à ces autorités profondément respectées par la population, ils commencèrent par assassiner les moniteurs et les catéchistes. Le brutal assassinat du vénérable moniteur Muganga Constantin ouvrit la série des massacres de Manono. Ce n'est pas un hasard. C'était la volonté des pires éléments installés au sein de la B. B. K.

LES METHODES D'ASSASSINAT.

Désireux de ne pas s'attirer la rancune d'une partie trop importante de la population, les exécuteurs de la B. B. K. devaient se contenter du massacre d'une partie de la population aussi limitée que possible. Il fallait par contre que le caractère épouvantable de ces massacres soit un avertissement terrible pour qui voudrait s'opposer au régime B. B. K.

Aussi choisirent-ils dès le début les armes qui étaient les plus propres à terroriser leurs ennemis. L'arme la plus connue est la chaîne de vélo attachée à un bâton et dont les maillons étaient préalablement aiguisés, comme autant de rasoirs. Le but poursuivi était de frapper la victime aux bras et aux jambes de façon à en enlever toute la chair. Le caractère atroce et spectaculaire de ces forfaits a très efficacement répandu la terreur dans tout le Nord du Katanga.

Les autres armes étaient les machettes, les haches, les bâtons, qui servaient à achever les victimes. L'usage de verser de l'essence sur celles-ci, lorsqu'elles étaient encore en vie, achève le tableau de ces monstruosité.

L'habitude de couper le sexe des victimes n'a pas été répandue aussi généralement qu'on l'avait cru tout d'abord. Il s'agissait en effet d'établir une gradation et de ne réserver ce supplice qu'aux

victimes les plus marquantes. La superstition s'en mêlant, les sexes de Chefs ont été employés de diverses manières, soit pour faire des médicaments favorables à l'issue de la rébellion, ou destinés à supprimer l'influence néfaste des mânes des Chefs assassinés (cérémonie «Kusuma»).

Les victimes non coutumières, qu'il s'agisse d'Européens ou de fonctionnaires katangais fidèles au Gouvernement, ont été fréquemment empalées. Ce fut le cas de l'Administrateur Nkulu Grégoire, de Kabalo.

Il en résulta qu'une partie importante de la population dut se rallier au régime B. B. K. et que beaucoup d'autres tinrent le maquis ainsi qu'en témoignent les « listes d'habitants en fuite » établies par les responsables B. B. K. eux-mêmes.

Parmi les victimes non identifiées on découvrit des femmes et des enfants, de telle sorte que nulle catégorie de la population ne pouvait se sentir à l'abri des agissements criminels des terroristes B. B. K.

On retrouve également, dans ces pratiques sauvages, la volonté d'anéantir même les restes funèbres de ceux que l'on assassine. Cette volonté d'anéantissement, par le fer comme par le feu, montre clairement le degré de barbarie auquel se situent les terroristes B. B. K.

TERRITOIRE DE MANONO.

Lorsque le Président Tshombe convoqua à Elisabethville, en août 1960, les Parlementaires et les Chefs coutumiers du Katanga l'opposition de la B. B. K. se fit farouche et menaçante. Les Chefs se virent interdire de quitter le territoire.

Sur les 23 Chefs de Chefferies et de Secteurs du territoire de Manono, seulement 3 répondirent à la convocation lancée: le Chef Kifwa, du Kamanondo; le Chef Hubert, Chef de Secteur de la Niemba; et le Chef Kayombo, du Secteur de la Luvua. Ils vinrent jusqu'à Manono et décidèrent tous de rentrer chez eux.

Le Chef Kifwa demeura à Manono, car il se savait particulièrement visé.

Le Chef Kayombo était venu un peu au hasard.

Par contre, le Chef Mwamba Lukalanga Hubert était venu consciemment et avait décidé d'aller à Elisabethville. Ce Chef de Secteur appartenait à la famille des grands notables Kiombo. Il avait été choisi de l'assentiment général, en raison de son caractère intègre et de son bon sens. Ses profondes attaches avec le milieu coutumier, jointes à trente années de pratiques commerciales honnêtes,

en faisaient une personnalité très respectée dans tout le Nord-Est du territoire.

C'est le 3 août 1960 qu'il tenta de gagner Manono. Une barrière avait été dressée à l'entrée du village Kanteba, à quelques kilomètres de Manono. Ce barrage était destiné à empêcher tout mouvement des Chefs en direction d'Elisabethville. Le Chef Mwamba Hubert fut arrêté, sorti de sa camionnette et sauvagement frappé à coups de chaîne de vélo. Il fut à moitié scalpé et reçut des blessures profondes aux jambes. Le Commissaire de Police de Manono se rendit sur place avec un piquet de gendarmes. Le Chef fut emmené à l'hôpital. Il y demeura deux semaines. Il demanda ensuite à rentrer dans son village coutumier, mais y mourut un mois plus tard des suites de ses blessures.

Les premiers meurtres d'habitants de Manono furent perpétrés le 13 septembre 1960. Un chauffeur de camion, appelé Marcel, fut tué à coups de machettes et de chaînes de vélo. Un policier de la GEOMINES de Kitotolo fut égorgé.

Le pillage de la ville battit son plein du 13 au 17 septembre. Durant ce même laps de temps, les tentatives d'humiliation de toute l'élite locale furent engagées par les « Sénats ».

Chaque petit groupe de villages disposait d'un « Sénat » pour examiner les palabres locales. Ce sont les plus mauvais sujets parmi les gens âgés qui prirent la charge de ces organismes.

A Manono, chaque camp de la GEOMINES disposait d'un « Sénat ». Les artisans d'élite et les commis les plus importants furent systématiquement déferés devant ces étonnants tribunaux. En principe, l'enquête portait sur l'appartenance à la CONAKAT et sur les rapports possibles avec le Gouvernement katangais. Lorsque pareille enquête n'avait pu aboutir, les reproches les plus saugrenus étaient formulés. C'est ainsi que Mr. Sangwa se vit reprocher de manger de la viande de bœuf et du poisson frais tous les jours. Ce singulier chef d'accusation montre seulement qu'en réalité c'est le standing social des intéressés qui leur était reproché. Il s'agissait en somme de mettre par avance au pas les personnes qui, par leurs fonctions ou leur ascendant, auraient pu endiguer les excès des terroristes B. B. K.

Après cette période de grande agitation, le calme se rétablit peu à peu. Le mois d'octobre fut rempli de palabres entre Shabani, le Chef Kiluba et les responsables locaux de la BALUBAKAT.

En novembre 1960, certains bruits de rébellion, d'ailleurs très vagues, coururent dans les milieux B. B. K. de Manono. Le « Sénat » du Centre ouvrit une enquête. Ses membres étaient persuadés que des réunions de conspirateurs avaient lieu la nuit et que des lettres

étaient adressées au Gouvernement Katangais pour le supplier d'intervenir à Manono.

Le 13 novembre, sur ordre du « Sénat » de la cité de Manono, dix personnes furent arrêtées :

- 1*) Le moniteur Muganga Constantin : il s'agissait d'un homme âgé d'environ 60 ans, qui avait consacré plus de 30 ans de sa vie à l'enseignement de tous ceux qui, dans la région de Manono, ont accédé à des postes importants. Le moniteur Constantin n'était pas Muluba, mais il s'était attiré la sympathie générale de ses anciens élèves et de la population. Sa piété et son esprit modérateur étaient respectés par chacun. En frappant le moniteur Constantin avant tout autre, la B. B. K. entendait prouver qu'elle ne respectait aucune valeur morale et ne craignait pas de s'attaquer aux meilleurs habitants de Manono.
- 2*) Ilunga Lambert : il était téléphoniste de la GEOMINES, mais avait été élu membre du Collège Permanent du Centre de Manono. Il consacrait toutes ses après-midis à l'établissement des plans des rues et des constructions publiques de la cité. L'exécution du conseiller Ilunga signifie que les élus les plus anciens n'étaient pas respectés par la B. B. K.
- 3*) Ngongo Mazuri : artisan d'élite de la GEOMINES, l'un des meilleurs ouvriers de cette société.
- 4*) Mbuyu Mangili Stéphane : c'était le Chef élu du Centre de Manono. Son élection datait de 1959. Il était l'un des très rares Chefs de centre en fonction qui aient été élus au suffrage direct par leurs concitoyens. Ce Chef avait 50 ans et était demeuré hors des querelles partisans. Son assassinat marque bien la tendance des B. B. K. de supprimer toute autorité qui ne leur est pas inconditionnellement acquise.
- 5*) Kalumba Thomas : Conseiller permanent du Centre de Manono. Il s'était trouvé sans travail au moment de son élection. Par la suite, il apporta tous ses soins aux problèmes des chômeurs et se montra très actif dans l'aide qu'il apportait à ses anciens compagnons malchanceux,
- 6*) Lukwiba Sébastien : il fut planton au Territoire de Manono durant de longues années, mais il était un neveu des chefs Kitentu et apte à leur succéder. C'était sans doute l'un des hommes les plus gais et les plus affables de Manono.
- 7*) Mwilambwe Eugène : Chef de Secteur de la Luvua. S'était réfugié à Manono en craignant la rancune du Chef Kabanga, son adversaire de toujours, qui était devenu le propagateur le plus important des « médications » B. B. K.

- 8°) Kibwe Bernard : artisan d'élite, monteur à la GEOMINES.
- 9°) Muzinga Oscar : chef de village et ancien commis de la GEOMINES.
- 10°) Mambwe Misaël : membre élu du Conseil de Territoire, employé au Secteur de la Luvua. Il s'agissait d'un ancien moniteur de la mission catholique de Kiambi. Son influence était prépondérante pour tout le Nord-Est du territoire de Manono. Il avait reçu, lors de son élection, une énorme masse de voix de préférence.

Les origines et fonctions très diverses de cette dizaine de personnes montrent bien que la B. B. K. ne s'en prenait pas à une catégorie déterminée de la population, mais bien à tout ce qui représentait l'élite locale. Ces hommes n'avaient entre eux rien de commun si ce n'est leur appartenance à une certaine classe dirigeante.

Ils furent tous massacrés à coups de bâtons, de machettes, de chaînes de vélo. Un seul échappa provisoirement au massacre : Kalumba Thomas qui s'enfuit, mais vint mourir à l'hôpital, le cou brisé.

La plus sinistre figure est celle du domestique Yumba Emile, travailleur au service d'un commerçant grec. C'est lui qui assassina personnellement le moniteur Constantin.

Il semble que par la suite les B. B. K. coupèrent les sexes de plusieurs de leurs victimes et les envoyèrent chez le Chef Kiluba pour y faire des médicaments et y célébrer diverses cérémonies.

Le lendemain de ce jour, les assassins se rendirent à l'Est de Manono. Le nommé Kabula Raphaël, qui se faisait appeler « lieutenant », se mit à la tête d'un groupe de jeunes bandits et s'en fut arrêter neuf personnes habitant la cité de Manono. Il déclara à Shabani André, député national BALUBAKAT de Manono, ce qui suit :

« Musinga m'a dit : Vous allez au camp Jadotville et faites arrêter tous les Conakatistes pour les tuer. Le principal à faire arrêter est Kisiki Pierre. Je suis immédiatement parti et j'ai été mettre au courant la jeunesse pour faire arrêter ces gens. Moi, personnellement, j'ai arrêté Kisiki Pierre. Puis, j'ai cité ceux que j'avais l'intention de faire arrêter. Après les avoir fait embarquer sur le camion, j'ai fait appeler plusieurs jeunes pour m'aider à les exécuter. »

Etant donné que l'on avait commencé le massacre par des gens n'ayant aucune dignité coutumière, il était désormais possible de s'attaquer au Chef de la chefferie Bakongolo. Il fallut cependant

avoir recours à des jeunesses d'autres chefferies pour que l'opération puisse avoir lieu. En outre, celui qui devait donner la mort au Chef devait être lui-même un Chef important. Comme il ne s'en trouvait pas, on eut recours à un subterfuge. On choisit un membre de la famille des notables Kahongo. Les autres personnes arrêtées à l'intervention du « Sénat » du « Camp Jadotville » furent tuées après le Chef précité. Voici le récit de ce massacre.

Un individu nommé Huma arrêta le Chef Mbuyu Yangala Vincent. Kabula Raphaël lui arracha les vêtements. Le Chef fut ensuite conduit à 20 Km. de Manono, en direction de l'Est. Arrivé à cet endroit, il tomba sur le sol. On lui coupa le sexe, puis on l'arrosa d'essence et il fut brûlé vif.

Le Chef Yangala Vincent était la figure la plus remarquable parmi les Chefs du territoire de Manono. Ancien Conseiller du Gouvernement, il était d'une droiture et d'une intégrité totales. Son esprit éclairé, sa pondération et sa dignité coutumière avaient permis l'établissement de villages prospères et de toute une organisation coutumière ou non coutumière dans toute la région de Manono.

Il était extrêmement respecté et vénéré par tout son clan.

Kisimba Norbert, chef de l'important village coutumier de Kanteba, et Kaboko Bernard, commis de la Chefferie Bakongolo, furent ensuite tués à coups de machettes et de chaînes de vélo. Ils furent alors arrosés d'essence et brûlés. Les assassins voulurent ensuite abattre Ilunga Paul en Kibawa Lambert, commis de la GEOMINES et responsables des villages dits Malata. Mais leurs revolvers manipulés par des gens ivres de chanvre ne purent venir à bout de ces deux victimes. Ils furent alors arrosés d'essence ainsi que Mbuyu Octave, moniteur à la Mission Catholique de Manono, Kisiki Pierre, membre élu du Conseil de territoire, Kilundu Jean, moniteur à la Mission de Piana, et Mbuyu André, dessinateur à la GEOMINES.

Les B. B. K. mirent d'abord le feu aux deux premiers cités. Voyant l'affreux résultat de ce forfait, certains d'entre eux s'enfuirent. Les victimes, liées de cordes, se tordaient sur le sol en hurlant. C'est ainsi que les plus jeunes des B. B. K. prirent peur. Profitant de la circonstance, les quatre autres prisonniers s'enfuirent, mais furent la cible des flèches de leurs persécuteurs. On ne sait ce qui advint de Mbuyu Octave et de Kilundu Jean. Quant à Kisiki Pierre et Mbuyu André, ils sont actuellement en sécurité dans les régions contrôlées par le Gouvernement Katangais.

L'assassin Kabula Raphaël se rendit alors chez une sorte de sorcier appelé Maurice Minga. Ultérieurement, il raconta au député Shabani ce qui suit :

« Nous nous sommes promenés, avec la verge du Chef Yangala piquée au bout d'une lance, à travers toute la cité de Manono.

Nous nous sommes ensuite rendus chez Bondo Miji-Muke. Celui-ci appela Maurice, qui était habillé de blanc. Il reçut la verge du Chef sur une serviette blanche. Nous avons dormi dans la cité jusqu'au lever du jour. Alors, Bondo et Maurice sont sortis et ont commencé le rite Kusuma. Nous sommes passés entre les jambes du Chef Kiluba. Nous avons mangé de la chèvre tuée au cours du rite. Le Chef Kiluba était également habillé de blanc. Il discuta avec Maurice à propos des mânes, qui sont sous la terre. Nous sommes ensuite retournés chez nous. »

Les 16 et 17 novembre, le Dr. Fr. Opdebeek, médecin de la GEOMINES, se rendit sur les lieux avec une escorte de l'O. N. U. Il constata ce qui suit :

- a) Le Chef Yangala Vincent était nu, émasculé, et avait reçu un coup de machette sur le crâne et un autre sur la nuque;
- b) Kisimba Moke Norbert portait deux flèches dans le dos;
- c) Deux hommes étaient liés dos à dos, ventres ouverts au couteau, entourés d'herbes brûlées;
- d) Un cinquième cadavre portait une flèche dans le dos et avait reçu un coup de machette sur le crâne, et un sixième cadavre fut trouvé une centaine de mètres plus loin.

Ainsi, dans une furieuse ivresse de chanvre et d'alcool, les jeunes bandits de Manono, Mulongo et Kiluba, ont détruit ce qu'il y avait de meilleur dans le pays. Faisant suite au pillage et à l'arrestation des élites intellectuelles, le massacre d'élus et de chefs coutumiers mettait le sceau final aux atrocités B. B. K. de Manono.

Après cela, il ne restait à la population qu'à s'enfuir ou se soumettre. Les uns subirent le dur régime installé par les terroristes de la Balubakat. Les autres vécurent durant des mois en pleine brousse et n'en sortirent que pour acclamer les troupes katangaises venues libérer leur pays.

Deux Européens ont aussi trouvé la mort dans le territoire de Manono : Thiébaud Arthur et Gaston Maréchal.

Thiébaud était installé depuis une douzaine d'années au village de Kiala. Il s'agissait d'un homme extrêmement paisible et presque aveugle. Il extrayait du calcaire pour le compte de la GEOMINES. Il n'avait jamais plus d'une demi-douzaine de travailleurs. C'était un colon très pauvre et très idéaliste. Il avait rêvé d'assainir la région et d'en faire disparaître la malaria. Ses idées un peu fumeuses lui avaient souvent attiré les brocards des autres Européens, ses voisins.

Il avait décidé de quitter la région parcourue par les bandes Balubakat qui mettaient la vie de n'importe qui en danger. Si démuné de moyens qu'il fût, Thiébaud tint à retourner une dernière

fois pour payer son petit nombre de travailleurs. Il avait en poche son ticket avion pour quitter cette région devenue inhospitalière, mais avait cru que son devoir le rappelait une dernière fois à Kiala. Il atteignit la rive gauche du fleuve au village de Kaziba. Il y fut assassiné par des jeunes gens Balubakat et son cadavre demeura sans sépulture au bord du fleuve. Un mécanicien mulâtre de la GEOMINES, qui passa peu après, se vit interdire d'emporter le cadavre ou même de l'enterrer sur place.

Les circonstances de la mort de Gaston Maréchal sont imprécises. La région où il fut assassiné n'a en effet pas encore été libérée par les forces katangaises. Il vivait dans le village de Kilongo, près de la rivière Lovijo, et s'y adonnait exclusivement à la chasse. Il avait effectué des constructions un peu partout dans la région et vivait très proche de ses anciens travailleurs. Il présenta sa candidature au Conseil de Territoire en 1959 et obtint un nombre de voix de préférence supérieur à celui recueilli par la plupart des candidats noirs. Il ne s'était présenté sous aucune étiquette politique, et les voix recueillies prouvent donc qu'il était aimé de la population noire. C'est entre le 18 et le 20 septembre qu'il fut fait prisonnier par les B. B. K. Il semble qu'il tenta de se concilier ses gardiens en les approvisionnant en viande de chasse. Il aurait abattu un hippopotame. Des bruits persistants prétendent qu'il reçut un coup de machette dans la nuque au moment où l'on dépouillait cet animal.

TERRITOIRE DE KABALO.

Ce qui nous est connu des atrocités B. B. K. en territoire de Kabalo date d'octobre et novembre 1960.

L'occupation de Kabalo par les forces de l'O. N. U., à l'exclusion des forces katangaises, nous empêcha de connaître ce qui s'y passa par après.

Le 6 octobre 1960, l'Administrateur de Territoire, Kulu Grégoire, accompagné de dix gendarmes, partit pour effectuer une tournée d'apaisement vers Kialo. Ces tournées rassuraient la population.

Dans la matinée, l'Administrateur Kulu n'eut aucune difficulté dans sa tournée. C'est vers 16 h. qu'il rencontra une barrière symbolique. Pendant l'enlèvement de celle-ci, un groupe de B. B. K., évalué à une centaine, sortit de brousse. L'Administrateur ordonna aux gendarmes de ne pas tirer. Il s'approcha du groupe, mais l'attitude des B. B. K. était si menaçante que le maréchal-des-logis Banze fit ouvrir le feu. Tous voulurent regagner les

véhicules, mais les B. B. K. attaquèrent, crevant les pneus et frappant les gendarmes. Huit de ceux-ci purent s'enfuir.

On retrouva par après le cadavre de l'Administrateur Kulu. Les bras et les jambes avaient été coupés et le crâne était fracassé. Il résulte d'un témoignage que les B. B. K., après lui avoir coupé les jambes, introduisirent des bois dans les plaies des moignons et ordonnèrent à l'Administrateur de rejoindre son poste puisque, disaient-ils, ses jambes avaient été remplacées. Le cadavre fut ensuite arrosé d'essence et brûlé.

L'Administrateur-Assistant, Yuma, qui accompagnait son supérieur, mourut empalé. Deux gendarmes eurent le crâne fendu à coups de machettes et les jambes coupées.

Un policier, nommé Kalawa Gaston, a disparu dans l'affaire.

L'Administrateur Kulu Grégoire, admirablement secondé par son assistant M. Yuma, avait conservé son territoire dans le calme depuis juillet jusqu'à octobre. Les nombreuses tournées d'apaisement qu'il effectua avaient abouti à ce résultat étonnant.

Il semble bien d'ailleurs que, pour l'assassiner, la B. B. K. dut avoir recours à un contingent de « jeunesses » étrangères au territoire de Kabalo. Les assassins seraient originaires de Malemba-Nkulu et de Mulongo.

Le 7 octobre 1960, au matin, un petit détachement de la garde de gendarmerie postée au pont de Zofou fut pris à revers et détruit par les B. B. K. On retrouva trois cadavres dont voici la description :

- 1°) Adjudant-chef Leclercq : on lui avait arraché la tête, coupé les jambes à mi-mollets, écorché les bras et les jambes, découpé l'anus. Il était complètement nu.
- 2°) Un gendarme katangais non identifié : il avait le crâne fendu et les deux pieds coupés.
- 3°) Commissaire de Police Delamper : les os des jambes avaient été brisés, les chairs mises à nu. Deux bâtons étaient fichés dans chacun des moignons des jambes. Les organes sexuels avaient été coupés, et un bâton avait été enfoncé dans la plaie. Le crâne était défoncé.

Le repli des forces katangaises du pont de Zofou s'était effectué en direction des bâtiments de la COTANGA. S'y trouvaient deux agents européens de cette Société cotonnière, Knop et Piron. Ils furent donc également attaqués par les B. B. K. Seul le cadavre de Piron fut retrouvé au village de Katelwa. Les membres avaient été écorchés, les jambes et les bras brisés en plusieurs endroits, les organes sexuels coupés et un fer de lance était fiché

dans la plaie. Le haut du visage avait été défoncé et le crâne avait éclaté. Un mouchoir portant des traces de sang séché était noué autour du genou droit.

On ne sait guère davantage des atrocités commises par les hors-la-loi de la Balubakat en territoire de Kabalo, car l'O. N. U. s'est jusqu'à présent opposée à toute enquête tendant à vérifier les rumeurs circulant à ce sujet.

Dès à présent cependant, on peut considérer comme certain l'assassinat de Tshoma Gérard, Chef du secteur Lukuswa. De même, le Chef de la chefferie Benabao (Baluba) a été assassiné. Le Chef de la chefferie Mulimi ainsi que le Chef Mukomari, de la chefferie Paye, auraient été détenus et torturés.

Un chauffeur dénommé Kazingufu eut les parties sexuelles coupées. Il parvint cependant à s'enfuir et se trouve actuellement à Elisabethville.

Le père de l'Administrateur Kulu Grégoire s'est pendu sur la barza du poste territorial de Kabalo en apprenant les circonstances de l'assassinat de son fils unique.

Dans les premiers jours d'octobre 1960, la B. B. K. s'était débarrassée par la terreur à la fois de l'Administration régulière et des rares Européens demeurés sur place. Durant tous ces événements, les Maliens de l'O. N. U. étaient censés assurer l'ordre à Kabalo.

Leur seule intervention consista dans l'évacuation des derniers fonctionnaires et missionnaires demeurés sur place. Un des rares témoignages subséquents permet de dire que le 13 novembre les B. B. K. malmenèrent deux Katangais sortant de l'église dont ils interdirent désormais l'accès à toute la population.

Après cela, c'est le silence dû à la terreur inspirée par les hors-la-loi B. B. K. Kabalo fut isolé du reste du Katanga par les barrières de la B. B. K., le rail détruit, les ponts coupés.

Une partie de la population s'enfuit en brousse et put gagner le territoire de Kongolo où sa sécurité fut assurée par la présence de la gendarmerie katangaise.

TERRITOIRE DE MALEMBAN-KULU.

La région n'ayant pas encore été libérée par les forces katan-gaises, dont l'action de police est entravée par l'O. N. U., on ne peut connaître de façon précise ce qui s'y passa.

Il est en tout cas certain que toute personne étrangère à l'ethnie luba dut s'enfuir. Le vieux Chef Mafinge Mulongo Nyoka, qui avait 50 ans de service, a été tué le 4 décembre 1960. Il

demeura sans sépulture durant trois jours. Ses assassins sont 3 jeunes gens originaires de son village. Selon la coutume des Baluba, il est inconcevable que l'on puisse tuer un Chef. L'assassinat d'un vieillard de 80 ans prouve que plus aucun sens moral n'existait dans les milieux B. B. K.

Ce n'est qu'au moment de la libération complète de ce territoire que l'on pourra décrire ce qui fut l'action de la Balubakat.

TERRITOIRE D'ALBERTVILLE

Les exactions des B. B. K. en territoire d'Albertville furent relativement peu nombreuses, grâce à l'occupation du chef-lieu par les forces katangaises.

C'est donc principalement dans la brousse de l'Ouest du territoire, et particulièrement dans la région de Niemba, que les terroristes purent sévir.

Cependant, le 22 août 1960, les B. B. K. tentèrent un coup de main sur certains quartiers d'Albertville. On ne peut qualifier d'atrocités les réactions des B. B. K. contre les forces de l'ordre. Il s'agissait en effet d'un combat, et non d'atrocités froidement préméditées. Cependant, il importe de signaler la manière dont le commissaire de police Kanoga Pierre fut tué. Alors qu'ils disposaient d'armes à feu, les B. B. K. massacrèrent le commissaire Kanoga par leurs moyens habituels. Leur volonté de détruire leurs ennemis de la manière la plus cruelle possible s'était donc affirmée une fois de plus.

Les pillages qu'eurent à subir les cités d'Albertville se situent les 23 et 24 août. Mais à partir de cette époque l'autorité du Gouvernement Katangais fut fermement rétablie. Le calme et la prospérité furent ainsi assurés dans la région du Lac Tanganika.

C'est le 4 octobre 1960 que les B. B. K. attaquèrent le dernier train de marchandises parti de Kabalo en direction d'Albertville. Il fut complètement pillé. Trois civils européens qui s'y trouvaient furent capturés. Il n'existe aucune certitude quant à leur sort. Il résulte cependant d'interrogatoires récemment effectués dans la région de Kasanga-Niemba que ces trois personnes furent dirigées vers Kiambi pour y être exécutées. Il est en tout cas certain qu'elles passèrent à pied dans une région située à 80 Km. du lieu de leur capture et qu'elles se trouvaient déjà dans un état lamentable suite aux sévices que leur infligèrent les B. B. K.

Les militaires de l'O. N. U. eux-mêmes n'échappèrent pas toujours à la sauvagerie des B. B. K. On se rappelle que la région de Niemba fut le théâtre du massacre d'un peloton d'Irlandais. Tous, sauf un, furent massacrés sur place à coups de bâtons. Jusqu'à présent on ignorait le sort réservé à celui dont le cadavre n'avait pu être retrouvé. Il est à présent établi que des femmes le découvrirent loin dans la brousse et que les jeunes gens du village de Tugula l'y poursuivirent et l'y tuèrent à coups de bâtons.

Les B. B. K. avaient pu s'imaginer que la présence, pourtant bien anodine, de militaires de l'O. N. U. dans la région de Niemba pourrait donner confiance aux populations et empêcher leur asservissement complet.

Au mois de décembre 1960, ce fut l'époque des razzias. Des B. B. K. du Sud du territoire allèrent, de nuit, s'emparer d'une trentaine d'habitants des villages Batabwa situés le long de la Lufuko. Actuellement encore, le sort de ces prisonniers n'est pas connu. Il s'agit d'une quinzaine d'hommes, une dizaine de femmes et quelques enfants.

Dans la guerre tribale que mènent les B. B. K., cette pratique est d'ailleurs assez fréquente. En mars 1961, un groupe de B. B. K. s'empara encore de quatre femmes habitant Bendera, au Nord du territoire d'Albertville. Une lettre saisie dans la base d'opérations de ces B. B. K. présente ce rapt comme une opération militaire brillante. Un secrétaire B. B. K. écrit en effet : « Nous avons fait là du vrai travail de soldats ».

Les quatre femmes n'ont pas été retrouvées à ce jour.

Les Chefs coutumiers les plus importants du territoire d'Albertville habitaient les régions contrôlées par le Gouvernement Katangais. Cependant, le Chef Banze était demeuré près de Niemba, au milieu de son clan. C'était le seul que les B. B. K. avaient sous la main. Comme de bien entendu, ils l'assassinèrent. Le député Katombe Georges le fit massacrer par des gens venus de Kiambi, dans des circonstances qui n'ont pas encore été éclaircies à ce jour.

Katombe Georges est le seul député M.N.C.-Lumumba de tout le Katanga. Un document trouvé lors de la libération de Nyunzu par les forces katangaises prouve qu'il avait décidé de supprimer tous les Chefs. Il dut s'appuyer sur quelques Chefs ralliés à la BALUBAKAT, mais il commença son travail en massacrant son propre Chef à l'intervention de jeunes gens étrangers à la région.

Les exactions des hors-la-loi baluba dans les environs de Niemba mirent en fuite une partie importante de la population qui, heureusement, trouva refuge soit à Bendera, soit à Albertville, échappant ainsi aux sévices des B. B. K.

TERRITOIRE DE BUKAMA.

En territoire de Bukama, la série des crimes des B. B. K. commença le 13 septembre 1960 par l'assassinat du Chef de Secteur du Lualaba. Toute l'Administration du Secteur fut massacrée, à savoir : le Chef Kibombo Venance, son fils Kabemba Dieudonné, le commis Kashama Simon ainsi que Banza Evariste, Ilunga Monkoro et Ngoy Jean. Ce sont des habitants des villages de Kikondja et de Katoto qui les massacrèrent à coups de lances. Les corps, à l'exception de celui du Chef, furent jetés dans le Lualaba.

A partir de ce moment, les B. B. K. terrorisèrent toute la région. En septembre encore, 15 hommes, 4 femmes et 3 enfants furent massacrés à Mukula Kulu. Les cadavres furent mutilés : on coupa les mains, les pieds, la tête et le sexe de chaque cadavre. Selon l'usage B. B. K., les sexes furent employés à la confection de médicaments. Suivant certains témoignages, les mains des victimes furent séchées puis accrochées aux chapeaux de dirigeants B. B. K.

Le principal témoignage recueilli est celui du nommé Nyembo Liévin, Président de la Balubakat à Mukula Kulu.

Durant les mois de septembre, octobre et novembre 1960, les trains qui se rendaient à Kamina furent vérifiés à plusieurs reprises par les B. B. K. Diverses personnes furent assassinées en ces occasions. Le nombre des victimes n'est pas connu, mais il est certain que 17 personnes au moins furent massacrées à Bukama selon les déclarations d'un certain Ngoy Vitrice, responsable local de la B. B. K. Chaque fois qu'un homme était tué, un doigt et le sexe devaient être remis au féticheur Kabengele Arthur, résidant à Butumba.

Lors des attaques du poste de Luena en septembre 1960, les B. B. K. arrêtaient et massacraient diverses personnes qui ne possédaient pas de carte d'affiliation à la BALUBAKAT. Ce fut le cas de l'ouvrier Ilunga Théophile, qui fut décapité à coups de machette pour ce seul motif.

Le 15 octobre 1960, une nouvelle flambée de terrorisme eut lieu dans cette malheureuse région. Dans les environs de Mukula Kulu, un groupe de 100 B. B. K. barrait les routes. Trois travail-

leurs du « Comité Spécial du Katanga » furent tués à coups de gourdins. Ce sont Dilangwe Sandu et Shakayaya, tous deux appartenant à la tribu des Kaluena, ainsi que Kasai Alexandre, de race Tshokwe.

A la même date, un agent forestier du C. S. K., Ignacio Completo Thomas, fut attaqué à Mukula Kulu. Ce jour-là, sa maison fut pillée sous l'œil indifférent des militaires de l'O. N. U. Mais dans la nuit du 18 au 19 il fut attaqué lui-même. Il déclara ce qui suit :

« J'ai constaté que ma maison était encerclée par des jeunes Baluba. Ceux-ci cassèrent les vitres et entrèrent dans la maison. Prise de peur, ma femme s'enfuit. Elle fut rapidement rejointe par des terroristes qui la tuèrent à coups de gourdins. Profitant d'un moment d'inattention des jeunes, je m'enfuis par une fenêtre et je pus rejoindre Luena en longeant le rail. »

Le 23 novembre 1960, deux missionnaires protestants britanniques, les Révérends Hodgson et Knauf, se déplaçaient sur la route de Bukama à Kikondja. Ils furent abattus à coups de machettes. Ils comptaient respectivement 40 et 23 ans de présence dans la région.

Il serait fastidieux d'énumérer la longue liste des victimes habitant le Sud du territoire de Bukama, et spécialement la région de Luena. D'innombrables vengeances privées se sont également exercées sous le couvert de la BALUBAKAT. Il n'en sera pas fait mention ici.

Le massacre de soldats et policiers katangais, quelles que soient les circonstances, ne sera pas non plus repris ici.

Une mention spéciale convient cependant d'être faite pour le lâche assassinat du Dr. Mottoule qui, à l'hôpital de Luena, soignait avec un égal dévouement les gendarmes katangais et les hors-la-loi baluba blessés. Il fut abattu le 15 janvier 1961 par plusieurs coups de feu. Les Marocains de l'O. N. U., qui se trouvaient à Luena à l'époque, attribuent cet assassinat aux terroristes B. B. K.

TERRITOIRE DE KABONGO.

Le plus grand crime qui ait été commis par certains éléments de la BALUBAKAT est à coup sûr l'assassinat du Mulopwe Dibwe Kaloa Boniface. Ce Grand Chef était Sénateur à titre coutumier. Il avait été, au début, favorable au parti politique BALUBAKAT. Mais, profondément attaché au Katanga, il ne put admettre le désordre qui s'installait dans son pays. Il réagit vigoureusement et se déclara fidèle au Gouvernement Katangais.

Il fut fait prisonnier dans sa résidence de Kabongo et assassiné à la fin du mois d'octobre 1960 au village de Kaloko, c'est-à-dire en zone neutre contrôlée par l'O. N. U., par des « jeunesses B. B. K. ». Il semble que son épouse et deux notables qui l'accompagnaient ont subi le même sort. L'enquête n'a pas permis à ce jour de déterminer la manière dont il fut tué. D'après les rumeurs persistantes, il aurait été frappé, puis on lui aurait introduit de l'essence dans le corps. Après avoir eu les bras et jambes coupés, il aurait été brûlé vif.

Les réactions au lendemain de la mort du Grand Chef Kabongo furent extrêmement violentes dans toute l'étendue de l'ethnie luba et portèrent les fidèles partisans du Grand Chef à se tourner vers Kasongo Niembo.

Il n'était plus possible, en effet, de douter des intentions réelles du mouvement B. B. K. Il ne s'agissait ni de politique, ni de l'unité à réaliser parmi les Baluba, mais bien de créer la subversion nécessaire au bouleversement de tout le Nord-Ouest du Katanga.

WHITE BOOK
OF THE KATANGA GOVERNMENT
ABOUT THE OUTLAW ACTIVITIES
IN SOME BALUBA AREAS

Introduction

Whenever they hear about « Baluba » or « Balubakat », people who do not know Congo and especially Katanga think that opponents to the Katanga Government are necessarily concerned.

The reality is quite different, and it seems necessary to specify some elementary true facts.

First of all, who are the Baluba ?

The historians and ethnologists call « Baluba » and « Balubaïsed », in the broader meaning of the words, « a linguistic group formed by the populations who speak the various luba (1) dialects: people of Kasai (Baluba of Kasai, Bena Lulua, Bakwa Luntu or Bena Nkoshi, Bena Konji, Baluba ba Lubilashi or Bambo); people of Katanga (Bena Kanioka, Bena Kalundwe, Baluba Shankadi, Babui, Bakunda, Balumbu, Bakalanga, Baluba Sanga, Baluba ba Lubilashi or Bambo); and some people of Kivu (Wazula and some Wagenia groups of the Maniema District) ».

The tie between the various tribes of Baluba and Balubaïsed is thus essentially a linguistic one. The historians did not yet succeed to exactly find out the origin of this linguistic tie: existence, in the olden time, of a common language spoken from Kasai to Tanganyika, and from Northern to Southern Katanga ? Or the conquest of the country of the Baluba by invaders speaking sister languages ? But we shall not investigate this problem.

The linguistic tie (besides loose, as the dialects differ sometimes strongly from one another) is naturally not enough to cement an union.

(1) *Note.* — « Luba » is the root of the word. « Mu » is the prefix of the singular, « ba » the prefix of the plural.

We shall use the prefixes only in the words designating persons, and we shall thus say « a Muluba », « the Baluba ».

When the adjective qualifies another word, we will use the root without prefix: « luba ».

Let us simply take for example the Bena Lulua and the Baluba of Kasai who, although speaking very similar languages and although classified amongst the « Baluba » by the ethnologists, are slaughtering each other in fights who trouble Kasai since more than a year.

Also, people who know little about Congo could perhaps confuse the Baluba and Balubaïsed of Kasai with the Baluba and Balubaïsed of Katanga.

Actually, although they could have the same origin (another point that the historians did not yet succeed to clarify), the Baluba and Balubaïsed of Katanga, who belonged for a long time to the Empire of the Baluba, differ more particularly by language (which offers sensible variations), culture and traditions from the Baluba and Balubaïsed of Kasai. As far as comparisons can be made in a matter like this, we could say that they as strongly connected as Portuguese with Spanish, or Poles with Russians.

What concerns the Baluba and Balubaïsed of Maniema (Kivu), they are numerically not important.

We shall thus only speak about the Baluba and Balubaïsed of Katanga.

The Balubaïsed are populations who, in the current of history and more particularly at the time of the 2^d Baluba Empire (which lasted from the 16th until the end of the 19th century), were subjugated by the baluba conquerors whose customs, institutions and language they adopted, in part or in totality.

Thing worthy of notice: some tribes, classified among the « Balubaïsed » by the ethnologists, refuse to be included in this category.

The Baluba and Balubaïsed of Katanga live in the following « territories » :

- a) Bukama, Kaniama, Kamina, Malemba-Nkulu, Manono ;
- b) almost all Kabongo, Kabalo and Nyunzu ;
- c) a small part of Kongolo, Baudouinville, Albertville and Kolwezi.

Together with those of the big industrial towns (Elisabethville, Jadotville, Kolwezi), and including even tribes who denie to be « balubaïsed », they are a total population of about 600.000 out of the 1.655.000 inhabitants of Katanga.

As everyone knows, it was the « CONAKAT » who won at the elections of May 1960 and formed the present Government of Katanga, but gave some ministerial portfolios to personalities who were not members of the party.

The « CONAKAT » (Confederation of the Associations of Katanga) has been established shortly after the first communal elections of December 1957 when the people coming from Kasai (2), much better organized, won a number of seats which was disproportionated in regard to their numerical importance. At the time of its creation, the « CONAKAT » grouped most of the tribal associations of Katanga, including the « BALUBAKAT » (3), in a common reaction against the immixtion of the Kasai people in the matters of Katanga.

Shortly before the communal and territorial elections of December 1959, Jason Sendwe (General Chairman of the BALUBAKAT), under the influence of some Belgians, announced that the BALUBAKAT was leaving the CONAKAT.

However, not all of the BALUBAKAT leaders, nor all Baluba and Balubaïsed of Katanga followed the secession movement.

Many founders of the party remained true to the CONAKAT.

The Baluba of the Kamina territory (nearly 89.000), under the guidance of Great muluba Chief Ndaïe Emmanuel (who wears the title of Kasongo Niembo), not only remained true to the ideas of the CONAKAT but are at the spear-head of the defenders of those ideas. When President Tshombe went to Kamina territory, in April 1961, he was welcomed there even in a more warmer way than by his own tribesmen (the Lunda).

The nearly 28.000 Baluba of the Northern part of the Kolwezi territory, the 10.000 Balubaïsed of the villages in the North-West of the Kabongo territory, and the 31.000 Balubaïsed of the Kaniama territory are also sharing the ideas of the Katanga Government.

We must add the 60.000 Baluba and Balubaïsed living in the big industrial towns (Elisabethville, Jadotville, Kolwezi). It is true that a part of them voted against the CONAKAT in May 1960, but those Baluba and Balubaïsed soon had the opportunity to realize that the Katanga Government is only looking for the welfare of all the inhabitants of Katanga.

So we have a mass of about 218.000 Baluba and Balubaïsed of Katanga (out of a maximum of 600.000 living in Katanga) who never were ranked amongst those called « Baluba rebels » by the world press.

(2) *Note.* — The people from Kasai, especially Baluba but also Lulua, are valued nearly 150.000 in Katanga.

They are principally settled in the important industrial areas, where they have been brought by the mining companies.

They founded in Katanga the « FEDEKA » (Federation of Kasai tribal associations).

(3) *Note.* — Association of Baluba of Katanga.

Therefore, even after the secession of Sendwe, there still remained a « BALUBAKAT » in the « CONAKAT ». Sometimes, it is called « Balubakat pro-Conakat ».

Therefore, it would be wrong, as we said at the beginning of this book, to think at opponents to the Katanga Government as soon as the word « Balubakat » is mentioned (4).

The Great muluba Chief Dibwe Kaloa Boniface (better known under the name of Great Chief Kabongo Boniface) declared himself in favor of the Sendwe BALUBAKAT. It seems likely that he did so mainly because his rival, the Great muluba Chief Kasongo Niembo (Ndaie Emmanuel) was supporting the CONAKAT.

Indeed, an ancestral rivalry opposed these two Great Chiefs. Dai Mande, emperor of the Baluba, just died when the Europeans arrived in Katanga at the end of the 19th century, and his two last brothers, Kasongo Niembo and Kabongo, were fighting each other for the empire who soon collapsed. The historians consider that the first Belgians reaching Katanga made a great political mistake when, instead of reconstituting Kasongo Niembo's empire (at least in the area of the Lomami), they split it between Kasongo Niembo and Kabongo (5).

At the moment of the electoral campaign of May 1960, the Sendwe BALUBAKAT formed a « cartel » (coalition) with the FEDEKA and the ATCAR (6).

-
- (4) *Note.* — Does it mean that the other Baluba and Balubaised of Katanga, i.e. nearly 382.000 living in the northern area of Katanga, called « rebel zone » by the world press, are hostile to the Katanga Government ? Not at all. As it will be explained further on, those populations were terrorized by some spoiled people and misinformed about the actual intentions of the Katanga Government. Those « rebel zones » were practically suppressed when the Katanga Government, answering the call for help coming from the populations, liberated those areas. The some remaining misunderstandings will soon disappear.
- (5) *Note.* — This Kasongo Niembo and this Kabongo are the predecessors of the Great Chief Ndaie Emmanuel (Kasongo Niembo) and the Great Chief Dibwe Kaloa Boniface (Kabongo). This one was treacherously murdered by outlaws of the Sendwe Balbakat (s.f.o.), and the Great Chief Kasongo Niembo Ndaie Emmanuel has now taken the customary title of « Emperor of the Baluba ».
- (6) *Note.* — ATCAR is the « Association of the Tshokwe of Congo, Angola and Rhodesia ». In Katanga, the Tshokwe are nearly 100.000 and live chiefly in the Sandoa and Dilolo territories, in symbiosis with the Lunda.

This « cartel » (generally called « Cartel Katangais » which means « Katangese coalition ») went to the elections under several labels which varied following the electoral districts : « Balubakat », « Atcar », « Cartel Katangais », « Cartel Balubakat-MNC. Lumumba ».

The CONAKAT based its electoral propaganda on its well-known platform : federation or confederation, i.e. the guarantee of a quite large independence for Katanga (7).

The BALUBAKAT of Sendwe made an equivocal propaganda about its platform, especially amongst the people living in the bush. Its political bulletin « Congo d'Abord » (« Congo First ! ») even put forward the slogan : « For an independant Katanga ! ». In any case, Sendwe carefully avoided to precise that he was for the unitarist system of Lumumba, because the katangese populations (including the Baluba) did not like Lumumba. Still on the 9.5.60, Sendwe swore that he did not enter into a coalition with the M.N.C.-Lumumba. (8).

Elections took place on May 22th 1960. The 60 seats of Katanga, based on election by direct universal suffrage, were attributed as follows :

Conakat	25
Balubakat	18
Balubakat-M.N.C. Lumumba	1
Cartel katangais	2
Atcar	2
M.N.C.-Lumumba	1
M.N.C.-Kalonji	1
Union congolaise	1
Local interests	6
Individual lists	3

(7) *Note.* — On May 13th 1960, M. Tshombe, as General Chairman of the CONAKAT, took opportunity from the Economical Round Table Conference at Brussels to make the following declaration to the press :

« We are in favor of a Confederation for Congo and advocate not an exclusive and absolute autonomy for our Provinces, but a well-studied autonomy in the essential matters... It is unthinkable to give all the powers to a central government when the State is divided in so many dissimilar parts.

It is a Confederation which can quickly resolve the ethnical problems, stop the bloodshed and those tribal wars in which we loose so many brothers we need for the edification of a great country. »

(8) *Note.* — Fact reminded again by « Etudes Congolaises » of March 1961 (revue published in Leopoldville).

Almost immediately after the elections, the representatives elected on individual or local interests lists joined the group CONAKAT (9). The same happened with the representative of the « Union congolaise ».

The coalition formed before the elections by the BALUBAKAT of Sendwe, the FEDEKA and the ATCAR had theoretically power over the following seats : 18 « Balubakat », 1 « Balubakat-M.N.C. Lumumba », 2 « Cartel katangais », 2 « Atcar », 1 « M.N.C.-Kalonji ».

But, before a week was over, the « Cartel » established by the BALUBAKAT lost three of its representatives: the representative « M.N.C.-Kalonji » and two representatives elected on the list of the « Cartel » but who were Baluba of Kasai and therefore members of the political party « M.N.C.-Kalonji ».

Indeed, on May 28th it was heard that the leaders of the « Cartel » received from Lumumba a telegram showing Lumumba's agreement to a coalition between his party (the « M.N.C.-Lumumba ») and the « Cartel ». The CONAKAT and some baluba customary chiefs got copies of this telegram, which began to reveal the actual aims of some leaders of the « Cartel ». In an open letter, the « Kasai Youths » asked Sendwe to « say if the Cartel is in favor of Mr. Lumumba or of Mr. Kalonji ». (10).

Mr. Kalonji's visit at Elisabethville, on May 30th 1960, and the signature of an agreement between the CONAKAT and the M.N.C.-Kalonji accomplished the rupture between Sendwe's BALUBAKAT and the Baluba of Kasai living in Katanga.

In that manner, the coalition BALUBAKAT - FEDEKA - ATCAR lost the FEDEKA, whose members were mainly Baluba of Kasai (11).

The CONAKAT did the utmost to come to an agreement with what was left of the representatives of the « Cartel » (reduced to 22 out of 60) and to form a government of national union. Unfortunately, misunderstandings created mostly by belgian advisers of the « Cartel » (12) prevented any agreement.

(9) *Note.* — In fact, those representatives elected on individual and local interests lists shared, already before the election, the ideas of the CONAKAT. If they did not use the label « CONAKAT », it is mainly because they did not fully realize the electoral machinery and the benefit of a strong political group.

The same phenomenon occurred in other areas of the former Belgian Congo, whose political evolution was made with some precipitation.

(10) *Note.* — The text of this open letter has been reproduced by the newspaper « L'Avenir » of Leopoldville (1.6.60).

The legislation foresaw, for the Katanga Government, a President and ten ministers.

In June 1960, the « Cartel » could easily have obtained four ministerial portfolios.

The « Cartel » did not accept because, under the influence of its belgian advisers, it pretended to have a legal right to obtain the leadership of the government.

In July 1960, after the proclamation of Katanga's Independance the « Conakat » still offered 5 ministerials portfolios of which one Vice-Presidency (this result could have been obtained by a revision of the already constituted Government).

Any impartial observer will agree that this offer was generous. The « Cartel » (not having won the elections) could obtain the same number of ministerial portfolios than the « Conakat », the latter keeping as only advantage the Presidency (counterbalanced in a certain measure by the Vice-Presidency granted to the « Cartel »).

-
- (11) *Note.* — The Lulua of the FEDEKA were already allied to the CONAKAT, during the elections.

As to the Baluba of Kasai living in Katanga, since the Autonomous State of South-Kasai (created in August 1960 by President A. Kalonji) became the fatherland of all Kasai-Baluba, they necessarily now share the federalist ideas of the CONAKAT and could no more be persuaded to a unitarist coalition.

- (12) Before the elections, some european « experts », basing on demographic statements, had affirmed to the « Cartel » leaders they would surely win.

The « Cartel » representatives did not understand that defections occurred (i.e. that many Baluba voted for the CONAKAT) and they were told that the elections had been falsified.

Events moving too quickly, there was no opportunity to clarify these misunderstandings.

Besides, the same belgian advisers had affirmed to the « Cartel » leaders that, by a sort of blackmail, they could require the leadership of the government. Indeed, the fundamental law imposed by Belgium required, for certain votes, the presence of at least two thirds of the representatives. Even with only 22 representatives, the « Cartel » had therefore the possibility to prevent certain decisions of the Assembly.

The Belgian Parliament, realizing that this disposition of the « fundamental law » was inauspicious, modified this point of the law and reduced the quorum to the half of the representatives.

The belgian advisers of the « Cartel » had assured the leaders that this modification would never occur.

Without this intervention of the advisers, one would not have witnessed the hardening of the positions that prevented any agreement.

But this generous offer was once more rejected and Katanga maintained its government formed by the « Conakat », which had nevertheless sought to introduce representatives of the principal tribes of Katanga, among the ministerial team (13).

Especially after the events of July 1960, the Tshokwe (who had voted for the « Atcar » or for other candidats of the « Cartel » where there was no « Cartel » list) rallied entirely to the Katangese Government.

At the end of July 1960, the Muluba Chief Kabongo Boniface, who went to Léopoldville at the end of June, (elected senator by the « Cartel ») and had been held up there by the disorders, succeeded in reaching Katanga. Kabongo Boniface was a noble personality. He had supported Sendwe's Balubakat, because he believed

(13) *Note.* — After some interior alterations the Katangese government was composed as follows :

President: M. M. TSHOMBE (Lunda tribe, Conakat representative).

Ministers:

1. Home Office: M. G. MUNONGO (Muyeke tribe, Conakat representative).
2. Finance: M. J. B. KIBWE (Mutabwa tribe, Conakat representative).
3. National Education: M. J. KIWELE (Mutabwa tribe, Conakat representative).
4. Post and Telegraphs: M. A. KIELA (Mutabwa tribe, Conakat representative).
5. Foreign Office: M. E. KIMBA (Muluba tribe, Conakat representative).
6. Justice: M. M. V. ILUNGA (Muluba tribe, Conakat representative).
7. Public Health: M. C. MUKEBA (Kasai Muluba tribe, M.N.C. Kalonji representative).
8. Labour: M. P. MUHONA (Tshokwe tribe, individual representative).
9. Agriculture: M. S. KILONDA (Muhemba tribe, Conakat representative).
10. Economics: M. S. TSHIZAND (Lunda tribe, Individual representative).

Later on the Katangese Government selected himself another 5 Secretaries of State :

1. Public Works: M. G. KITENGE (Musonge tribe, party « Unoin Congolaise »).
2. Foreign trade: M. B. MAKONGA (Katangese Muluba tribe, Conakat representative).
3. Information: M. L. SAMALENGE (Ndembo tribe, Conakat representative).
4. National Defence: M. J. YAV (Lunda tribe, Conakat representative).
5. Public Function: M. A. NYEMBO (Muhemba tribe, Conakat representative).

Moreover, we will mention that Mr J. MASANGU (first Vice-President at Senate in Léopoldville, Muluba of Katanga, elected by the « Cartel » lists) is Resident Minister of Katanga near the countries of the Common Market, whereas Mr O. MWENDA (Muyeke of the Conakat) fills in the functions of State Secretary and Mr DIUR (Muyeke of the Conakat) has the same functions.

indispensable an union of Katanga's Baluba and he had hoped realizing it with the help of a powerful political party. But he deeply loved Katanga and wanted above all the well-being of his subjects.

In Léopoldville, he had seen where was leading the policy of violence pruned by Lumumba, to which Sendwe had rallied.

Before returning to his residence of Kabongo, he held an important speech at the Radio of Elisabethville, from which we select the following sentences: there is no Balubakat nor Conakat anymore... Only Katangese working together so that peace and prosperity rule Katanga.

A few weeks later, he was wildly murdered by B.B.K. Youth (14). This murder, meant to frighten the subjects of Kabongo Boniface, brought an immense emotion among the Baluba. Indeed customary rules sometimes allow to dismiss a great chief, but never to kill him. Reacting to this, the faithful followers of the great chief Kabongo, turned towards the great chief Kasongo Niembo.

When, on August 12th 1960, the U.N. troops arrived in the country, the latter was perfectly quiet. Indeed, mutiny had taken place among the armed forces (Public Police) the previous month, but it had nothing to do with the general situation in Katanga. In fact the trouble had been started by foreign military forces. This revolt, in which the population had not participated, had been repressed in a few days (15).

Katanga was compelled to entrust the control of certain districts to the U.N. forces, these assuming the responsibility of communications.

It is precisely, in those districts, and the immediat neighbouring, that the U.N. forces failed or neglected to repress acts of gangsterism.

(14) *Note.* — B.B.K. is the initial letter used by Sendwe's BaluBaKat. In the following official report, details concerning the « Youths » (sort of « teddy-boys ») and the murder of Great Chief Kabongo are to be found.

(15) *Note.* — Acting on the principle (recognised by military authorities all over the world), that once mutinied troops can no longer be trusted, the Katangese government disbanded almost all public force units and sent them back home.

Only 300 men, chosen among the troops which remained faithful, were retained from the 2.800 original amount.

Attention should be drawn on the fact that the greater part of these military forces did not hail from Katanga, Belgium having always applied the principle of assuring order with elements foreign to the region.

Encouraged by such impunity the outlaws extended their activities to the greater part of the north-west Katanga (16), cutting the Elisabethville Kamina railway in the vicinity of Luena-Bukama and the Albertville-Nyunzu-Kabalo-Kabongo-Kamina railway (17).

The establishment of « neutral districts » controlled by U.N. forces did not prevent some hundreds of soldiers coming from Kivu to go through them without the slightest opposition from the U.N. forces and to seize the town and mining center of Manono, alluwing a so-called « Muluba Government of the North Katanga » to be instaured in Manono (18).

This is how was established what was called in the Press « the north Katanga rebellious districts ».

The hereunder official report shows how the so-called « rebellion » was in reality the doing of a few hundreds or maximum a few thousands outlaws, which represented the scum of the population, and terrorized the Luba inhabitants, of the so-called « rebellious districts ».

Time and time again the Katangese authorities were discovering on the name lists of « the Baluba warriors » individuals, who, a few years hence had been courted either in Elisabethville, Jadotville or Kolwezi for belonging to young delinquent gangs known under the names of « Main Jaune » (Yellow hand), « Cow-Boy », « Chicago gang » etc...

They are the same outlaws, called the « Baluba rebels » by the world press, who have slaughtered two protestant missionaries in

(16) *Note.* — The press is always mentioning the North of Katanga. In fact the « Cartel » obtained majority only in the North-Western part of Katanga (among which in fact the extreme north, Kongolo territory, had voted for Conakat).

And it is only in a section of this area that trouble occurred.

It is also by error that, in June 1960, the « Cartel » announced the constitution of a « Government of the North-East Katanga ». They should have said « North-West ».

(17) *Note.* — It should be pointed out that these who railway lines are of vital importance not only for Katanga, but also to a greater part of Africa, since they are a section of the main lines East-West and South-North : from Dar-es-Salam to Leopoldville and from Capetown to Leopoldville.

(18) *Note.* — This so-called « Government » was never able to install the administration indispensable to a State.

The so-called « ministers » were also under the influence of these scoundrels and would never have dared to take any action against these criminals.

Kabongo, three European agents of the C.F.L., two settlers, two European agents of the Cotanga, Doctor Motoulle, ten Irish soldiers, the great chief Kabongo and eighteen other chiefs, thirty-three Geomines officials, hundreds of workmen belonging to the C.F.L., the Cotanga, the coal mines of Luena, the Geomines, the administration, the medical staff corps and of local inhabitants refusing to submit to the yoke of these young ruffians.

Systematically the ruffians destroyed the Luba elite completely, the technicians, the social and cultural wordt and all the wealth of the Luba district.

Most of dead were atrociously tortured. Up to now, out of human concern, the Katangese Government had refused to publish the details of the sufferings endured by the victims of the Luba outlaws (19).

Nevertheless considering the attitude adopted by certain people who call themselves representatives of the Baluba and who dare to affirm that the Katangese Government seeks to attack the « Luba population », it has been decided to publish the present « White Book », relating the atrocities committed.

The Katangese Government wishes to stress the point that the Luba people is by no means responsible of these crimes which are solely imputable to a small minority of ruffians and criminals.

It is for that reason that the Katangese Government, — the U.N. forces being incompetent — entrusted the « Katangese Gendarmerie » with the rounding-up of the outlaws who were terrorizing the inhabitants. This was thus a police raid (on a large scale) similar, but of greater importance, to the raffles which all the police forces in the world sometimes perform in certain wards where outlaws hide.

Started beginning February 1961, the clearing-up operation of the Luena-Bukama district took only a few days, and the Elisabethville-Kamina railway was reopened to traffic.

A similar raid was organized, end of March, in the direction of Manono, Nyunzu, Kabalo and neighbouring districts.

Here also, everything was rapidly completed, entailing only a very limited number of casualties — which proves that the inhabitants were far from being hostile towards the Katangese Government.

In fact, the Luba and Lubaïsed populations greeted their liberators with joy, for they were bringing them back all the benefits of a normal life.

(19) *Note.* — Many photographs of these atrocities are in the hands of the Katangese Government since october 1960.

Was it not for fear of an offensive renewal of a terrorist regime, there is no doubt that these inhabitants would even express their satisfaction more openly.

Under such conditions, what represent the « Cartel » politicians who have fled to Leopoldville, Stanleyville or to Kivu : Sendwe Jason, Shabani, Goy Luongwe, Mukalay, Kabenge Numbi, Kalikoni, Kalondji Isaac, Muhunga Ambroise, etc... ?

The electoral results which the latter bring forward to boost their case do not correspond to reality anymore. In fact the BALUBAKAT - FEDEKA - ATCAR « Cartel » has lost the votes of the FEDEKA and those of the ATCAR.

On the other hand, the Baluba and Balubaïsed, who had voted for the « Cartel » in the Kaniama territory and part of the Kolwezi and Kabongo territories, have since a long time firmly rallied the Katangese Government.

As to the Baluba and Balubaïsed inhabiting the regions which have just been freed from the terrorist yoke, the Katangese Government is convinced that the latter ask nothing better than to live in peace and so enjoy the wealth of Katanga with all the Katangese.

When these inhabitants will be acquainted with the real intentions of the Katangese Government (20), they will undoubtedly rally its policy.

Of course, they had voted for the Balubakat of Sendwe. But this was only for tribal reasons (21) and because their great chief Kabongo was supporting this party at the time.

The enemies of the Katangese Government sometimes pretend that this government has the intention of « exterminating all Baluba ».

This is a ridiculous assertion. Not only has the Katangese Government emphasized many a time, that the Baluba are entirely Katangese but moreover, the Katangese Government is per-

(20) *Note.* — It should not be overlooked that information is very difficult to obtain in these « bush regions » where radio and newspapers are non-existent. All too often false rumours circulate.

(21) *Note.* — Because of the rapid political evolution in the Congo, the CONAKAT had not even had the time to organize electoral propaganda in these regions, neither to present candidates for the may 1960 elections.

fectly aware of the important part the Baluba played in Katanga history. (22)

The Baluba and Balubaïsed, although living actually in the less rich regions have contributed unquestionably to form the « Katangese conscience » and they have a right to enjoy an equal share of the Katangese wealth (which is concentrated in the southern part of the country).

The Katangese Government preconizes a confederacy of the ex-Belgian Congo.

This because of the fact, now recognised by the whole world that it is impossible at the present moment to submit races as astranged and as different the one from the other, as the Russian from the French and the German from the Spanish, to an identical centralized regime.

Of course the whole world tends to a narrow collaboration. But the difficulties that the European encounter in the realisation of a United Europe prove that it is useless and detrimental to hustle history. The U.S.A. started also with a Confederation and many decades were needed to come over to a more close cooperation.

But the Katangese Government is certainly not illogical with its policy when it affirms that no reason exists for the Baluba and Balubaïsed of Katanga to constitute a separate State in the future confederation of the Congo. This would not only be unviable but also difficult to achieve in view of the definite pro-Government position adopted by many of the Baluba and Balubaïsed.

Where would one end, if each of the hundreds of tribes inhabiting the former Belgian Congo wanted to erect itself as Independent State ?

For this reason Katanga insisted at the Tananarive Conference upon the necessity to consider and admit only livable states. The latter proposition futhermore was unanimously adopted by all participating.

(22) *Note.* — Partisans of the « State of Lualaba » preconized by Sendwe, sometimes state, to boost their case, that from 16th until the 19th century, « a Baluba Empire » existed which covered practically the whole of Katangese territory.

This argument in fact is valid against those, who use it.

Indeed, it just shows that in the course of history, the entity of Katanga already existed.

The two Baluba Empires, the Empire of the Lunda and the Empire of the Bayeke (not counting the 80 years of common existence under Belgian administration) have contributed to form the « Katangese Conscience ».

In order to constitute livable states, different tribes already united by bonds of proximity and economical or other relations should thus agglomerate in one State (23).

It is evident that each of the tribes must enjoy a sufficient autonomy, in the state, to allow the development of its own social and cultural life (24).

It is this new organisation in « provinces » (counties) doted with a relatively large autonomy, that President TSHOMBE has sketched in the speech delivered to the national Katangese assembly on the 6th April 1961.

When the « Cartel » politicians will have understood all the foregoing, they will perhaps admit, that the time has come, to bring all misunderstandings to an end in order to constitute together a prosperous Katanga, where all Katangese will enjoy equal rights.

THE KATANGA GOVERNMENT.

(23) *Note.* — These tribes do not necessarily constitute « Nations ». And even then, everybody knows that several « Nations » can constitute one and the same state.

(24) *Note.* — It is all the Baluba ask for, and also the other tribes inhabiting Katanga and the whole of the former Belgian Congo: to be led by people of their own tribe and to be master in their own home.

Official Report

This report is based on official documents established by magistrates, territorial officials and the Security services.

It is far from being the complete story of the atrocities committed by the B.B.K. (BalubaKat) terrorists. Indeed, the areas where the atrocities took place were only recently liberated or are still under U.N. control. More investigations will be necessary to discover the complete truth. Therefore, this present report is to be considered as the synopsis of what is presently known by the official services of the State of Katanga.

At first, we will talk in general terms about the authors and victims of the atrocities and the adopted methods.

Afterwards, we will review the main terrorist acts committed in the territories of Manono, Kabalo, Malemba-Nkulu, Albertville, Bukama and Kabongo.

THE AUTHORS OF THE ATROCITIES.

In the BALUBAKAT there was never enough organization as to permit a strict hierarchy. It is therefore impossible to attribute to some « ministerial » authority the responsibility of the wild acts perpetrated in part of Northern Katanga. However, it is certain that most local « authorities », established with the agreement of the Balubakat terrorists, have ordered or at least tolerated the acts we will describe.

Amongst the authors of the atrocities we find some customary chiefs, B.B.K. politicians and mainly the « Jeunesses » (« Youths »).

Every customary chief accepting and propagating the B.B.K. « dawa » (25) took benefit out of the disorders (beginning September 1960) to fight out the ancestral quarrels which, under the

(25) *Note.* — The « dawa » is the « magic spell » used by the B.B.K. outlaws, as it was used by the Mau-Mau in Kenya.

pressure of the administrating power, had somewhat been put aside for half a century. The Chiefs having the greatest influence inside the Balubakat movement had the opportunity to settle those conflicts at their own benefit.

In the villages under their authority, they simply emprisoned or executed their opponents, settling that way the quarrels concerning the possession of land.

In the same way, they put provisionnaly an end to the struggles between the various clans. The most horrible case is the one of Chief Bakongolo, martyrizd at the instigation of his ancestral ennemy, Chief Kiluba.

Similarly, most of the Sector Chiefs, yet installed by customary approbation, were subjects to cruelty or were assassinated. Indeed, there always existed a hidden ræssentment against those Chiefs who had received part of the power reserved to the customary notables.

The B.B.K. politicians who had a great personal success at the elections had no rancour to satsify. Therefore, they were satisfied by prescribing the simple execution of their most important opponents.

Quite different was the position of the people who did not get the elector's confidence. For instance, some politicians of Manono and Kabalo formed gangs of youths with the aim to choose the most barbarous way of murdering their opponents having most audience amongst the population.

That does not mean that only the CONAKAT and other governmental parties' members fell as victims to their unlucky electoral opponents. The most cruel ways of killing were used against people who, by their ponderation and their intellectual evolution, could have had a propensity to maintain order and thence to join the Katanga Government.

Even the « civil servants » and political members of the puppet Lualaba government were threatened and tortured.

The delinquant youth (26) supplied the executioners to the B.B.K. chiefs and politicians.

Moreover, those young people, morally abandoned, executed for their account many persons opposing their wild actions. Pretending they were acting in name of the « Sénats » (« Senates ») or the « Bureaux politiques » (« Political Bureau's »), they arrested

(26) *Note.* — The delinquents of the great centers were usually sent back to the bush territories by the belgian authorities hoping they would be ruled with a rod of iron by the customary chiefs.

and executed the officials who could have put an end to their gangsterism.

Without any doubt, the «Jeunesses B.B.K.» («B.B.K. Youths»), main authors of the atrocities, went out of control.

THE VICTIMS OF THE ATROCITIES.

Systematically, the terrorists attacked the intellectual, customary and religious elite.

In the territories of the so-called « rebel zone », intellectuals are few. In fact, in these bush territories, only a few administrative clerks and private company agents represent the katangese intellectual staff.

All of the clerks and elite workmen of the mining company « GEOMINES » (of which the main working center is at Manono) had to undergo the ill-will of the B.B.K. Whatever their political opinion, they were maltreated by the young unemployed of the area.

Except for two or three of them, all the administrative clerks were beaten and expelled.

The purpose was to humiliate and eliminate all the people who, by their formation or their moral authority, could dam in the wild movement launched by the B.B.K. responsables.

The best customary chiefs and those who, from June until September 1960, tried to maintain a certain customary order, were more or less rapidly paralyzed, dismissed, or killed.

Those who managed to escape were not even replaced, because it had been decided to eliminate any traditional order.

The Sector Chiefs, considered to be creatures of the former Administration, were the first victims.

The chiefs diffusing the « B.B.K. dawa » were the sole spared, being considered, by the political responsables, as bringing an efficient help to the rebellion. The plan was to eliminate them only after final victory.

The disappearing of most white catholic and protestant missionaries created a moral vacuum in the areas subdued by B.B.K. terrorists.

However, some katangese priests and pastors remained courageously. The B.B.K. obstructed their action and even prevented them from leaving their missions.

Being scared to attack immediately these deeply respected authorities, they began with the killing of monitors and catechists.

The brutal murder of the venerable monitor Muganga Constantin at Manono opened the way to a series of slaughters. It was not by accident. It was the determination of the worst B.B.K. members.

THE WAYS OF KILLING.

Unwilling to provoke the rancour of a great part of the population, the B.B.K. executioners had to limit the killing. On the other hand, the horrible character of the massacres had to be a terrible warning for those who intended to oppose the B.B.K. regime.

Therefore they choose, at the very beginning, the most properly weapons to terrify their enemies. The best known weapon is the bicycle-chain fastened to a stick and of which the links were sharpened to cut as razorblades. The purpose was to strike the victim at arms and legs until all the flesh be removed. The atrocious and spectacular aspect of these crimes succeeded in terrifying all the inhabitants of Northern Katanga.

Other weapons were « machettes » (sort of long jungle-knive), axes and sticks which were used to kill the victims. The peak of monstrosity was attained when petrol was poured on the still living bodies and lit.

The habit of cutting the genital parts of the victims was not so common as people thought at first. In fact, a graduation had to be established and this torture had to be inflicted only to the most remarkable persons. Because of superstition, the genital parts of Chiefs were used to make « medicines » or magic spells promoting the favourable issue of the rebellion or appeasing the irate manes of the murdered Chiefs (« Kusuma » ceremony).

The non-customary victims, as well Europeans as katangese civil servants loyal to the Government, were frequently impaled. It occurred to Nkulu Grégoire, Territorial Officer of Kabalo.

The consequence was that a great part of the population was forced to submit to the B.B.K. regime whilst many others fled into the bush — fact which is proved by the « lists of fugitive inhabitants » established by the B.B.K. responsables themselves.

Among the non identified victims, women and children were found, so that nobody could feel safe.

These wild practices demonstrate the determination to destroy even the mortal remains of the murdered and clearly show the degree of barbarity attained by the B.B.K. terrorists.

MANONO TERRITORY.

When President Tshombe, in August 1960, convened the representatives and the customary Chief of Katanga to meet in Elisabethville, the B.B.K. opposition became grim and menacing. The B.B.K. denied to the Chiefs the right to leave territory.

Out of the 23 « Chefferie Chiefs » and « Sector Chiefs » of the Manono territory, only came up: Chief Kifwa of Kamanondo; Chief Hubert, Sector Chief of Niemba; and Chief Kayombo, from the Luvua Sector. They came to Manono and took the decision to return home.

However Chief Kifwa, knowing that he was particularly threatened, remained in Manono.

Chief Kayombo had come somehow by accident.

But Chief Mwamba Lukalanga Hubert had come intentionnaly and had decided to go to Elisabethville. This Sector Chief belonged to the family of Kiombo great notables. He had been chosen unanimously, because of his honesty and common sense. He was much respected in the whole North-East of the territory owing to his deeply rooted links with the customary society and 30 years of fair trading.

On August 3d 1960, he tried to reach Manono. The road was blocked at the entrance of the village Kanteba, a few miles from Manono, to prevent the Chiefs from moving towards Elisabethville. The Chief Mwamba Hubert was stopped, dragged out of his car and savagely beaten with bicycle-chains. He was nearly scalped and deeply wounded in his legs. The Police Officer of Manono went up to there with a squad of gendarmes. The Chief was taken to the hospital, where he remained two weeks. He then asked to go back to his village, and died there a month later in consequence of his wounds.

Murdering of Manono inhabitants began on September 13th 1960. A truck-driver, called Marcel, was killed with blows from « machettes » and bicycle-chains. In Kitotolo, a policeman of the GEOMINES had his throat cut of. Plundering of the town was in full swing from September 13th till September 17th. At the same time, the « Senates » started to humiliate the local elite.

Each small group of villages had a « Senate » to examine the local differences. The bad lot of the elderly people directed it.

In Manono, each camp of the GEOMINES had such a « Senate ». The elite workmen and the most important clerks were systematically defered to these strange courts. On principle, investigations were made about affiliation to the CONAKAT and the possible

relations with the Katangese Government. By no positive result, the most absurd accusations were raised. For instance, they reproached Mr. Sangwa about eating beef and fresh fish every day. This ridiculous charge demonstrates that the social standing was the only actual reproach. The purpose was to seriously warn the persons who, by their functions or their ascendant, could dam in the excesses of the B.B.K. terrorists.

After this period of great agitation, things slowly quited down again. During October, many negotiations took place between Shabani, Chief Kiluba and the local BALUBAKAT responsables.

In November 1960 some vague rumours about rebellion circulated amongst the B.B.K. people of Manono. The « Senate » of the Center made investigations about this affair. Its members were convinced about conspirators meeting at night and letters being send to the Katanga Government, urging for intervention at Manono.

On November 13th, the « Senate » of the city of Manono prescribed the arrest of the ten following persons :

1°) The monitor Muganga Constantin.

Aged approximatively 60 years, he had devoted more than 30 years of his life to the teaching of all those who acceded to important situations in the Manono area. He was not a Muluba, but had won the sympathy of his former pupils and all the population. Everybody respected him for his piety and moderation. By hitting him before anyone else, the B.B.K. intended to prove it had no respect for moral values nor feared to attack the best citizens of Manono.

2°) Ilunga Lambert.

He just was a telephone operator at the GEOMINES, but had been elected to the « Collège Permanent » (« Permanent Council ») of the Center of Manono. He spent every afternoon planning the establishment of streets and public buildings in the city.

The execution of the councillor Ilunga means that they did not respect the first elected representatives.

3°) Ngongo Mazuri.

Elite workman at the GEOMINES, one of the best workers of this company.

4°) Mbuyu Mangili Stéphane.

Since 1959, elected chief of the Center of Manono. He was one of the very few Center chiefs to have been elected directly by his fellow-citizens. Aged 50, he stood away from any party quarrels.

His assassination stresses the B.B.K. desire to eliminate all influent people who are not unconditionnaly devoted.

5") Kalumba Thomas.

Permanent Councillor of the Center of Manono. He was unemployed at the time of his election. Later on, he paid all his attention to the unemployed and was very active in helping his former fellow-sufferers.

6") Lukwiba Sébastien: for many years, he worked as an orderly for the administration of the Manono territory. He was also a nephew to the Kitentu Chiefs and had a right to succeed them. He was certainly one of the most cheerful and affable in Manono.

7") Mwilambwe Eugène.

Chief of the Luvua Sector. He had taken refuge in Manono, fearing the rancour of chief Kabanga, his adversary since ever, who had become the most important propagator of the B.B.K. « medicines ».

8") Kibwe Bernard: elite workman, mounter at the GEOMINES.

9") Muzinga Oscar: village chief and formerly clerk at the GEOMINES.

10") Mambwe Misaël :

Elected member of the Territory Council, and employee at the Luvua Sector's offices. Formerly monitor at the catholic mission of Kiambi. His influence was preponderent all over the North-East of Manono territory. At the elections, he collected an enormous mass of preference votes.

The very different origins and functions of those ten men demonstrate that the B.B.K. did not attack a definite category of the population, but everyone pertaining to the local elite. Those men had nothing in common, except their belonging to the ruling classes.

They were all slain by means of sticks, « machettes » and bicycle-chains. Only one of them escaped temporarily from death: Kalumba Thomas, who ran away but, his neck broken, died at the hospital.

The most sinister character is that of Yumba Emile, domestic to a greek trader. It was he who killed the monitor Constantin.

It seems that, some time later, the B.B.K. cut off the genital parts of several of their victims and sent them to Chief Kiluba, in order to make medicines and to celebrate ceremonies.

The next day, the murderers went East of Manono. Kabula Raphaël, who called himself « lieutenant », took the lead of a gang of young ruffians, and arrested nine persons living in the city of Manono. He made the following statement to Shabani André, Balubakat deputy of Manono :

« Musinga said to me: go to the « camp Jadotville » and arrest all the Conakatists in order to kill them. The principal one to be arrested is Kisiki Pierre.

I went immediately to inform the youth to arrest these people. I arrested Kisiki Pierre. Then, I quoted the names of the others to be arrested. When they were embarked on the truck, I called several youths to help me to execute them. »

As slaying had begun with people without any customary dignity, it was henceforth possible to attack the Bakongolo Chief. However, it was necessary to have recourse to youths from other clans. Moreover, the one who was to kill the chief, had to be chief himself. As there was none, they resorted to a stratagem. They choose a member of the family of the Kahongo notables. The other persons arrested by order of the « Senate » of « Camp Jadotville » were murdered after the above mentioned chief. Here is the story of the slaying.

Chief Mbuyu Yangala Vincent was arrested by a certain Huma, and Kabula Raphaël tore his clothes off. The chief was then brought to a place 13 miles east from Manono, where he fell down. Genital parts were cut off, and then he was soaked with petrol and burned alive.

Yangala Vincent was the most outstanding Chief in the Manono territory. Formerly Government Councillor, he was of total uprightness and integrity. His well-informed and well-balanced mind had allowed to establish prosperous villages and to set up a complete customary and non customary organization all over the Manono area. He was very respected and venerated by the all clan.

Kisimba Norbert, chief of the important village Kanteba, and Kaboko Bernard, clerk of the Bakongolo « chefferie », were then killed by means of « machettes » and bicycle-chains, soaked with petrol and burned.

The murderers intended then to slay Ilunga Paul and Kibawa Lambert, both clerks at the GEOMINES and responsables of the villages called « Malata ». But, handled by hemp-drunken men, the revolvers were of no use, and the two victims were then soaked with petrol together with Mbuyu Octave, monitor at the Catholic Mission of Manono, Kisiki Pierre, member of the Territory Council, Kilundu Jean, monitor at the Piana Mission, and Mbuyu André, drawer at the GEOMINES.

The B.B.K. started setting fire to the two first mentioned. At the sight of the horrible result of this crime, some of them ran away. The victims, tied with ropes, writhed howling on the ground. That is why the youngest B.B.K. were frightened. Taking advantage of the circumstances, the four other prisoners ran away, but became a target for the arrows of their persecutors. One does not know what happened to Mbuyu Octave and Kilundu Jean. As to Kisiki Pierre and Mbuyu André, they are now safe in areas controlled by the Katanga Government.

The murderer Kabula Raphaël went then to a kind of sorcerer called Maurice Minga. Later on, he made the following statement to representative Shabani :

« We marched through the city of Manono, displaying the penis of Chief Yangala, stuck on the end of a spear. Then we went to Bondo Miji-Muke, who called Maurice. The latter, all white dressed, received the Chief's penis on a white napkin. We slept in town until dawn. Then, Bondo and Maurice went out and began with the « Kusuma » rite. We passed between Chief Kiluba's legs. We ate meat from the goat killed during the rite. Chief Kiluba was also white dressed. He discussed with Maurice about the manes which are under ground. Then we returned home. »

November 16th and 17th, Dr. Fr. Opdebeek, physician at the GEOMINES, went to the place, under U.N. escort. He certified what follows :

- a) Chief Yangala Vincent was naked and emasculated, and had received « machette » blows on brain-pan and nape;
- b) Kisimba Moke Norbert had two arrows in his back;
- c) Two men were bound back to back, with their abdomen cut open, surrounded with burnt grass;
- d) A fifth corpse had an arrow in his back and his brain-pan crashed with a « machette », and a sixth corpse was found a hundred yards further.

So, in a furious drunkenness, provoked by the use of hemp and alcohols, the young ruffians of Manono, Mulongo and Kiluba, had destroyed the best of the country. After plundering and the arrest of the intellectual elite, the slaughter of the representatives and the customary chiefs was the final seal to atrocities of the B.B.K. youth of Manono.

The only thing left to the population was to flee or to subdue. Some had to bear the yoke of the Balubakat terrorists. Other had to subsist during months, in the bushes and came only out of it to acclaim the Katangese troops, who came to liberate their country.

Two Europeans were also killed in the territory of Manono: Thiébaud Arthur and Maréchal Gaston.

Thiébaud was settled since twelve years in the village Kiala. He was a very peaceful man, nearly blind. He extracted calcereous for the GEOMINES, and had never more than half a dozen workers at his service. He was a very poor and idealistic settler. His dream was to improve the sanitary conditions in this area, and eliminate malaria. Because of his hazy ideas, he was frequently lampooned by his European neighbours.

He had decided to leave the region, criss-crossed by the Balubakat gangs, who endangered anyone's life. As poor as he was, Thiébaud wanted to go back, only to pay his few workers. He had his transport ticket to leave this inhospitable region, but the thought that it was his duty to go once again to Kiala. He reached the left bank of the river near Kaziba, where the Balubakat youth killed him, and his body was left unburied. A Mulatto mechanicien of the Géomines who passed there a while later, was not allowed to take the body nor to bury him.

The circumstances of the death of Gaston Maréchal are not precise. The region where he was murdered, is not yet liberated by the Katangese forces. He was living in the village Kilongo, by the Lovijo river, and spent all his time hunting. He had erected many constructions all over the area, and lived near to his workers. In 1959, he stood for Territory Council, and obtained a number of preferential votes superior to most of native candidates. He competed under no political label, and the obtained votes prove how much he was appreciated by the population. It is between 18th and 20th of September that the B.B.K. youth made him prisoner. It seems that he tried to win over his guards by feeding them with game. He would have slaughtered a hippopotamus. According to persistent rumours, he was hit in the neck, by a « machette », whilst the cutting up of the animal.

KABALO TERRITORY.

What is known about the B.B.K. atrocities in Kabalo territory dates from October and November 1960.

The occupation of Kabalo by the UNO forces, excluding the Katanga forces, enabled us to know what happened afterwards.

On October 6th 1960 Kulu Gregoire, Territorial Officer, accompanied by ten soldiers, went to Kialo, effecting an appeasement tour. These tours reassured the population. During the forenoon no difficulties were encountered. At approximately 4 p.m. they hit a symbolic barrier. Whilst taking it away, a B.B.K. group, evaluated to a hundred men, came out of the bush. The officer ordered his soldiers not to fire. He approached the group, but as they seemed menacing, sergeant Banze ordered to fire. As they tried to get back to their vehicles the B.B.K. attacked, cutting the tires and striking the soldiers. Eight of them escaped. When afterwards the corpse of the officer was found, arms and legs had been cut off and his head had been shattered. Out of testimony it results, that the B.B.K., after having cut his legs, introduced sticks into the stumps and ordered the officer to walk back to his post, as, they said, his legs had been replaced. When he fell dead his corpse was soaked with gasoline and burned.

The assistant officer, Yuma, who was with this superior, died empaed. Two soldiers had their head split and their legs cut off. Another soldier, Kalawa Gaston, disappeared.

Officer Kulu Gregoire, who was admirably supported by his assistant M. Yuma, had succeeded to keep quietness in his territory since July till October. This wonderful result was obtained by the many tours he effected. Moreover, it seems, that, to kill him, the B.B.K. had to appeal a group of « youth » coming from outside of the Kabalo territory. The murderers were probably natives of Malemba-Nkulu and of Mulongo.

On October 7th 1960, during the morning, a small detachment of the police forces guarding the Zofou bridge was attacked and destroyed by the B.B.K. Later on, three corpses were found of which the description follows :

1) N.C.O. Leclercq : his head had been torn off, his legs cut under the knees, arms and thighs skinned, the anus cut out. He was naked.

2) A Katangese soldier, who could not be identified, had his brain-pan split and the two feet cut off.

3) Police officer Delamper : the bones of his legs had been broken, the flesh laid open. Two sticks were driven into the stumps of his legs. The genital parts had been cut off and a stick driven into the wound. His head had been crashed.

The Katangese forces guarding the bridge of Zofou, retreated in the direction of the COTANGA buildings. Mr. Knop and Mr. Piron, two european agents of this cotton company, happened to be inside of the buildings. They were also attacked by the B.B.K. The corpse of the sole Piron was found at the village of Katelwa. The limbs had been skinned, legs and arms broken at several places, the genital parts cut off and a spearhead sticked into the wound. The face had been crashed and the brain-pan was split. A handkerchief bearing traces of blood was tied around the right knee.

Nothing more is known about the atrocities committed by the outlaws of the Balubakat in the Kabalo territory, as, until now, the UNO has been opposed to any investigation, tending to verify the rumours about this matter.

It can already be considered as sure that Tshoma Gerard, chief of Lukuswa sector, was murdered. The chief of Benabao (Baluba) was also murdered. The chief of Mulimi and the chief Mukomari of Paye have been confined and tortured.

A driver called Kazingufu had the genital parts cut off. He succeeded to escape and lives now in Elisabethville.

Officer Kulu Gregoire's father hung himself up when he was informed about the circumstances of the murder of his only son.

During the first days of October 1960, the B.B.K. had eliminated by terror the regular Administration and the few Europeans who had stayed. During all these events the Malien soldiers of the UNO were supposed to maintain order in Kabalo. Their only intervention consisted in evacuating the last officials and missionaries remaining. One of the few testimonies permits to say that on November 13th the B.B.K. maltreated two Katangese coming out of the church of which the entrance was since then forbidden to the population.

Further on, the rule of terror of the B.B.K. outlaws produced complete silence. Kabalo was isolated from the rest of Katanga as the B.B.K. blocked the roads, destroyed the railway and cut off the bridges.

A part of the population escaped in the bush and could reach the Kongolo Territory where their security was assured by the Katangese Forces.

MALEMBA-NKULU TERRITORY.

One cannot know what exactly happened there, as this region is not yet liberated by the Katangese Forces, their police action being hindered by the UNO.

In any case it can be taken for granted that every stranger to the Baluba had to run away. The old chief Mafinge Mulongo Nyoka, having 50 years service, was killed on December 4th 1960. He was left unburied for three days. His murderers are three youngsters, natives of his village. According to the Baluba custom it is inconceivable to kill a Chief. The murder of an old man, 80 years old, proves that there was no moral sense anymore among the B.B.K.

It is only at the complete liberation of this territory that one will be able to describe what has been the Balubakat action.

ALBERTVILLE TERRITORY.

There were comparatively few B.B.K. crimes in the Albertville territory, thanks to the katangese forces holding the chief town.

Therefore, the terrorists could rage only in the bush of the western part of the territory, and especially in the Niemba area.

However, on August 22d 1960, the B.B.K. tried to make a raid on some wards of Albertville. The B.B.K. reactions against the police force cannot be called atrocities. It was a fight, and there were no deliberate atrocities. Nevertheless, we must stress the way the police officer Kanoga Pierre was killed. Though they had fire-arms, the B.B.K. massacred him by means of their usual weapons. Thus, their determination to destroy their enemies in the most cruel way was showed once more.

Plundering of various wards of Albertville took place on August 23d and 24th. But after this, the authority of the Katanga Government was firmly restored, and peace and prosperity prevailed in the area of Lake Tanganyika.

It was October 4th 1960 when the B.B.K. attacked the last goods train, leaving Kabalo in direction of Albertville. They plundered it thoroughly, and captured three european civils who were in the train and whose fate still remains unknown. However, inquiries recently hold in the Kasanga-Niemba area reveal that these three persons were send to Kiambi to be executed there. In any case, it was ascertained that they went by foot through an area

50 miles from the place of their seizure and that they were already in pitiful state because of the ill-treatments inflicted by the B.B.K.

Even U.N. forces were not safe from the B.B.K. savageness. One remembers that the Niemba area was the scene of the slaughter of a squad Irish soldiers. All of them, except one, were slain at the spot by clubs. Until very recently, the fate of the last one, whose corpse had never been found, remained unknown. It has now been ascertained that women discovered him far into the bush and that youngsters of the Tugula village chased him and killed him by means of clubs.

December 1960 was the month of the razzias. B.B.K. terrorists coming from the southern part of the territory raided at night Batabwa villages located along the Lufuko river and kidnapped about thirty inhabitants. Until now, their fate remains unknown. They were about fifteen men, ten women and some children.

Besides, in the tribal war, fought by the B.B.K., this practice is usual. For instance, in March 1961, a party of B.B.K. terrorists kidnapped four women living in Bendera, in the Northern part of the Albertville territory. A letter seized at their base of operations, presents this kidnapping as a brilliant feat of arms. As a matter of fact, a B.B.K. secretary writes the following : « We made there a real soldiers' job ». The four women have not yet been found.

The most important customary Chiefs of Albertville territory lived in areas under control of the Katanga Government. However, Chief Benze stayed near Niemba, amidst his clan. He was the only one the B.B.K. had at hand. Of course, they murdered him. The representative Katombe Georges ordered his massacre by people coming from Kiambi, in circumstances which have not yet been cleared up.

Katombe Georges is the only one M.N.C.-Lumumba representative for whole Katanga. A document found when the katangese forces liberated Nyunzu proves that he had decided the suppression of all the Chiefs. He had to be supported by some chiefs rallied to the BALUBAKAT, but he began his work by slaughtering his own Chief with the help of youngsters coming from another area.

The crimes of the Baluba outlaws in the neighbourhood of Niemba put to flight a big deal of the population who fortunately found shelter in Bendera or Albertville and so were safe from the B.B.K. cruelties.

BUKAMA TERRITORY.

In the Bukama territory, the B.B.K. crimes began on September 13th 1960 with the murder of the Chief of the Lualaba Sector. All the officials of this sector's Administration were massacred as for instance Chief Kibombo Venance, his son Kabemba Dieudonné, the clerks Kashama Simon, Banza Evariste, Ilunga Mankoro and Ngoy Jean. It were the inhabitants of the villages of Kikondja and Katoto who massacred them with spears. The bodies, except the one of the Chief, were thrown in the Lualaba.

From then on, the B.B.K. terrorized the whole region. In September also, 15 men, 4 women and 3 children were massacred at Mukulakulu. The corpses were mutilated, the hands, feet, heads and genital parts were cut off. In accordance to the B.B.K. practice the genital parts were used to make medicine. According to certain witnesses, the hands of the victims were dried and fixed at the hats of the B.B.K. leaders.

The main evidence was given by Nyembo Liévin, president of the Balubakat at Mukulakulu.

During the months of September, October and November the trains leaving for Kamina were controlled many times by the B.B.K., and several persons were then murdered. The number of the victims is not known, but it has been stated by a certain Ngoy Vitrice, local responsible of the B.B.K., that at least 17 persons were killed at Bukama. Every time a man was killed, one finger and the genital parts had to be given to the witchdoctor Kabengele Arthur, living at Butumba.

At the time of the attacks on Luena in September 1960, the B.B.K. arrested and murdered several persons who had no Balubakat affiliation card. For instance, it is for this only reason that worker, Ilunga Theophile, was beheaded by means of a « machette ».

On October 15th, a new wave of terrorism swept this region. Around Mukulakulu, a group of a hundred B.B.K. blocked the roads. Three workers of the « Comité Spécial du Katanga » were killed with blows from clubs. They were Dilangwe Sandu and Shakayaya, both belonging to the Kaluena tribe, and Kasai Alexandre, of the Tshokwe tribe.

At the same date, a forest ranger of the « C.S.K. », Ignacio Completo Thomas, was attacked at Mukulakulu. That day, his house was plundered, the UNO soldiers emotionlessly looking on. During the night of the 18th to the 19th he himself was attacked. He made the following statement :

« I saw my house encircled by Baluba youth. They broke the window-panes and entered the house. Frightened, my wife tried to escape but was rapidly joined and killed with blows from clubs. Taking benefit of a while of inattention of the « youths », I escaped through a window and could reach Luena by following the railroad. »

On November 23d 1960, two british protestant missionaries, Rvd Hodgson and Rvd Knauf, were following the road between Bukama and Kikondja and were killed by means of « machettes ». They were respectively 40 and 23 years in the region.

It would be tedious to enumerate the long list of victims who lived in the south of Bukama territory, and especially in the area of Luena.

Many personal vengeances were also committed under the cover of the Balubakat. These crimes will not be mentionned here.

The slaughter of Katangese soldiers and policemen, whatever the circumstances are, will not be related here.

We must mention, however, the mean murder of doctor Mottoule, who, with equal devotion, took care of the wounded katangese gendarmes and Baluba outlaws, at the hospital of Luena. On January 15th he was slain by several shots. The Maroccans of the UNO, beeing at Luena at the time, attribute this murder to the B.B.K. terrorists.

KABONGO TERRITORY.

The most important crime committed by certain Balubakat members is doubtlessly the murder of the Mulopwe Dibwe Kaloa Boniface. This Great Chief was senator by right of custom. In the beginning, he had been favourable to the Balubakat political party. Nevertheless, deeply attached to Katanga, he could not tolerate disorder coming into his country. He reacted vigourously and declared himself loyal to the Katangese Government.

He was captured at his residence in Kabongo, and murdered by B.B.K. youth at the end of October of 1960 in the village of Kaloko, i.e. in the neutral zone controlled by the UNO. It seems that his wife and two notables, who accompanied him, met the same fate. Until now it has been impossible to ascertain the circumstances of his death. According to persistent rumours he was beaten, had his arms and legs cut off and, petrol introduced in his body, was burned alive.

After this, the reactions all over the Luba tribe were extremely violent and induced the followers of the great Chief Kabongo to go over to Kasongo Niembo. Indeed, it was henceforth impossible to doubt about the actual intentions of the B.B.K. movement. The point in question was not politics, neither a unity of the Baluba, but to create an extremely chaotic situation all over the North-West of Katanga.

DOCUMENTS PHOTOGRAPHIQUES

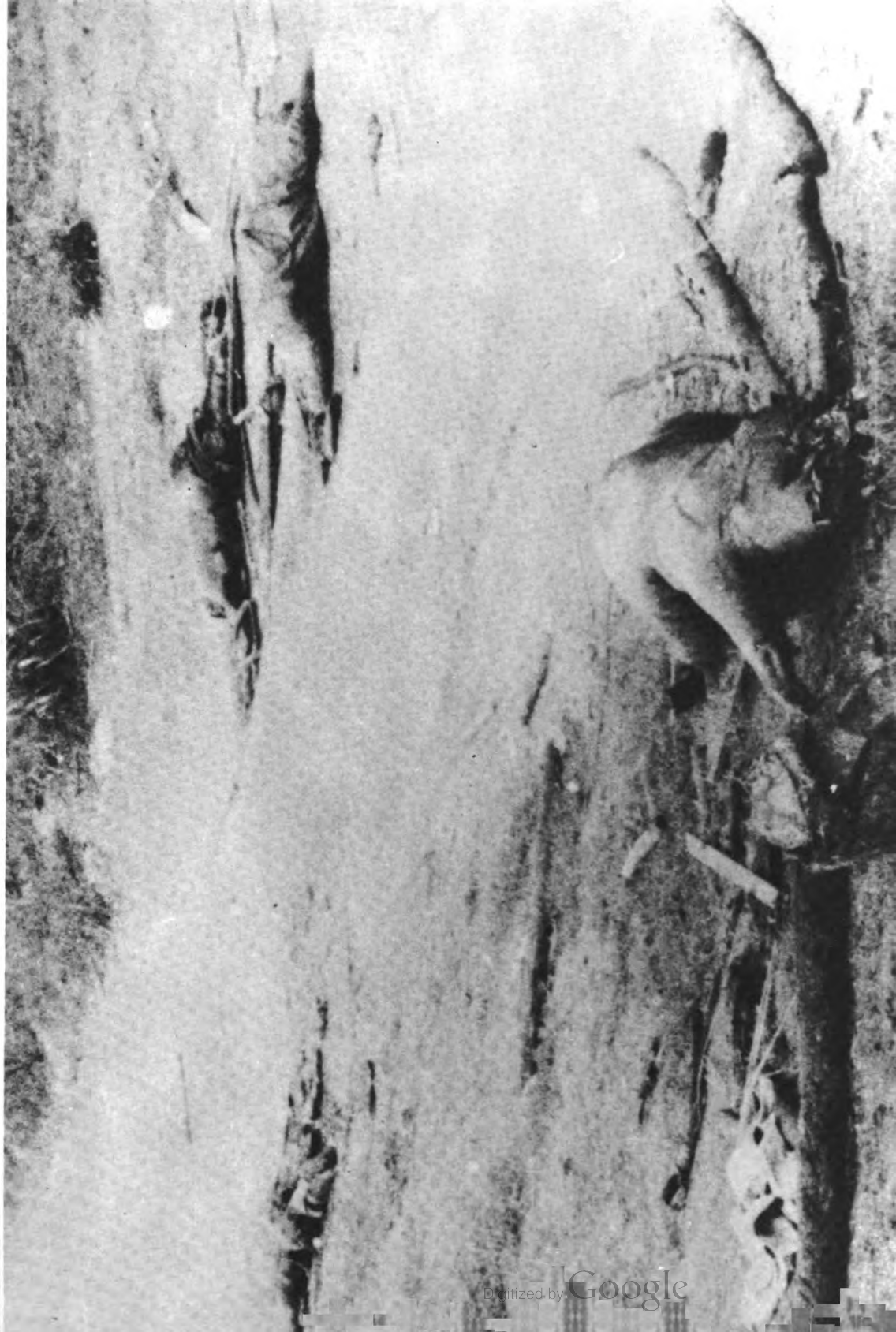
**Illustrant les atrocités commises par les hors-la-loi baluba
dans leurs propres territoires.**

PHOTOGRAPHS

**Illustrating the atrocities committed by the baluba outlaws
in their own territories.**

Kabalo le 7 octobre 1960, près du pont de Zofou. Scène de massacre telle que la gendarmerie l'a trouvée.

Kabalo October 7th 1960, near the Zofou-bridge. The scene of the slaughter as the katangese gendarmes discovered it.



Ceci est le corps d'un homme: l'adjutant chef LECLERCQ. Mains coupées, jambe droite coupée à hauteur du genou, sexe découpé, corps empalé. Remarquez la longueur du cou, due à l'arrachement de la tête. Bras et jambes avaient été écorchés.

This is the corpse of a man: N.C.O. Leclercq. Hands cut off, right leg cut off near the knee, genital parts cut out. N.O.C. Leclercq has moreover been impaled. Look at the length of the neck, provoked by the fact that the head was torn away. Arms and legs were skinned.



*Autre victime du pont de Zofou, le commissaire de police DELAM-
PER. Mains et jambes coupées, des bâtons enfilés entre les os de la
cuisse — sexe arraché — corps écorché et enfin tête écrasée.*

*Another victim near the Zofou-bridge : police officer Delamper.
Hands and legs cut off. Sticks driven in the thighs. Genital parts
torn away. Moreover, he has been impaled and his head was smashed.*



agronome civil PIRON dont la jambe fut coupée par un coup de machette et écrasée par une roue de camion — sexe arraché et brulé la tête écrasée.

The agronomist Piron. A leg cut off by a « machette » and crushed by a truck-wheel. Genital parts cut off and burned. Head smashed.



Corps de l'A.T. Katangais de Kabalo tué le 6.10.1960 par les
hors-la-loi. Avant de le brûler, ils lui coupèrent les jambes, intro-
duisèrent des bâtons dans les moignons et tentèrent de le forcer
à marcher.

Corpse of the Katangese Administrator of Kabalo, murdered on
October 6th 1960 by the outlaws. Before to burn him, they cut his
legs off, introduced sticks into the stumps and tried to force him
to walk.



Policier katangais tombé dans une embuscade aux environs de Kabalo et tué à coups de chaîne de vélo (voir jambe droite).

A katangese policeman fallen in an ambush near Kabalo and killed by means of bicycle-chains (look at his right leg).



Another Katangese policeman slaughtered near Kabalo by means of sticks and bicycle-chains (the favorite weapon of the Baluba terrorists).

Autre policier katangais massacré à Kabalo à coups de bâtons et de chaînes de vélo (l'arme favorite des terroristes baluba).



Femme muluba écorchée — jambe droite coupée.

A muluba woman. She has been skinned. His right leg is cut off.



... beaucoup d'autres victimes des terroristes baluba.
... remarques la main coupée,

Corpse of a victim of the baluba outlaws. As by many other victims,
hands were cut off.



Policier assommé à coups de bâtons et tué en le trainant attaché à un camion.

Policeman knocked down by means of sticks and then tied to a truck to be dragged behind until death.



Muluba tué après qu'on lui ait coupé les mains.

Before to be murdered by the terrorists, this Muluba had his hands cut off.



Trying to enforce their politics, the baluba terrorists slaughtered the «not-cooperating» Baluba.
A heap of corpses found near Kabalo by katangese police force.

Pour imposer leur politique, les hors-la-loi ne redoutèrent pas de massacrer des Baluba «récalcitrants».
Tas de cadavres retrouvés par les forces de l'ordre aux environs de Kabalo.



*muluba tué par ses frères à Kabalo. Le crâne a été ouvert par un
coup de machette. Cerveau enlevé. Mains coupées et ventre ouvert.*

*A muluba murdered by his tribe-brothers. The skull has been cut
open and the brain has been taken away (presumably to make some
« medicine »). Hands cut off and belly cut open.*



MANONO. — Un incendie de brousse, provoqué volontairement
par les « jeunesses Balubakat », a réduit à l'état de ruines une
partie de la mission protestante de Manono.

MANONO. — A bush-fire, provoked by the « Balubakat youths »,
destroyed part of the Protestant Mission.



MANONO. — Les hors-la-loi ont détruit les bureaux de l'administration.

MANONO. — The outlaws destroyed the administrative building.



Une victime des hors-la-loi baluba. La chair des jambes a été arrachée à coups de chaînes de vélo, l'arme favorite des terroristes. Ensuite, le malheureux a été achevé d'un coup de fusil (le trou dans la poitrine provient de la charge d'un « poupon », espèce de tromblon). Le tronc intact prouve que les chairs des jambes ont été arrachées par des chaînes de vélo et non pas par la décomposition du cadavre.

A victim of the baluba outlaws. The flesh of the legs was torn away by means of bicycle-chains, the favorite weapon of the terrorists. Thereafter, he was killed by shooting (the big hole in the chest comes from a « poupon », a sort of blunderbuss). The intact trunk proves that the tearing-away of the flesh at the legs results from bicycle-chains and not from decay.



*Enfant muluba de Kabalo dont les parents n'étaient pas des partisans
acharnés des hors-la-loi. L'enfant fut tué par les hors-la-loi qui frap-
pèrent la tête de cet innocent contre le sol.*

*A muluba child at Kabalo. His parents were not favoring the
outlaws who therefore killed the innocent child by banging his
head upon the ground.*

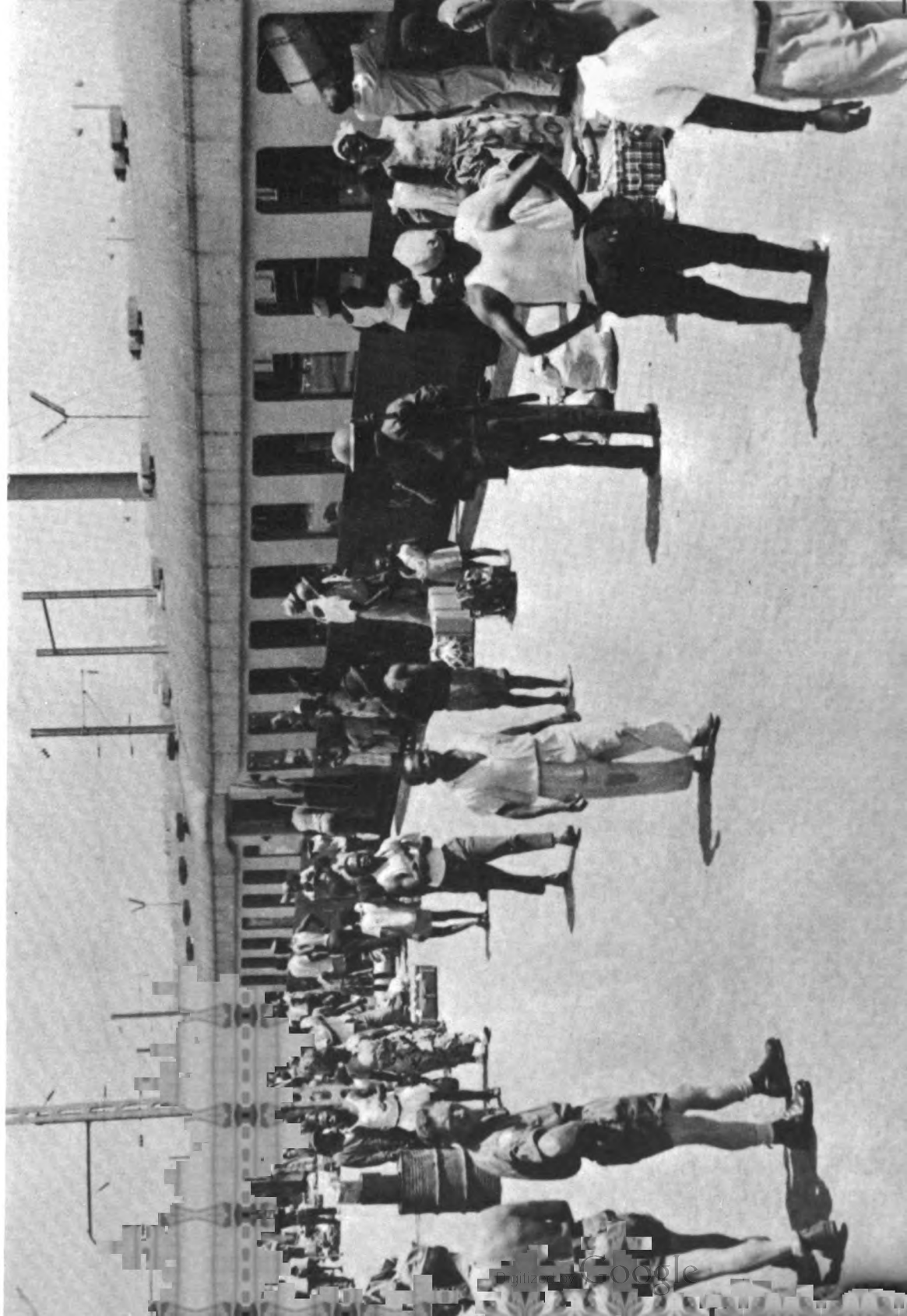


**Avec l'arrivée des Forces Katangaises
la paix et la prospérité reviennent
dans les territoires baluba...**

**With the Katangese Forces,
peace and prosperity come back
in the baluba territories...**

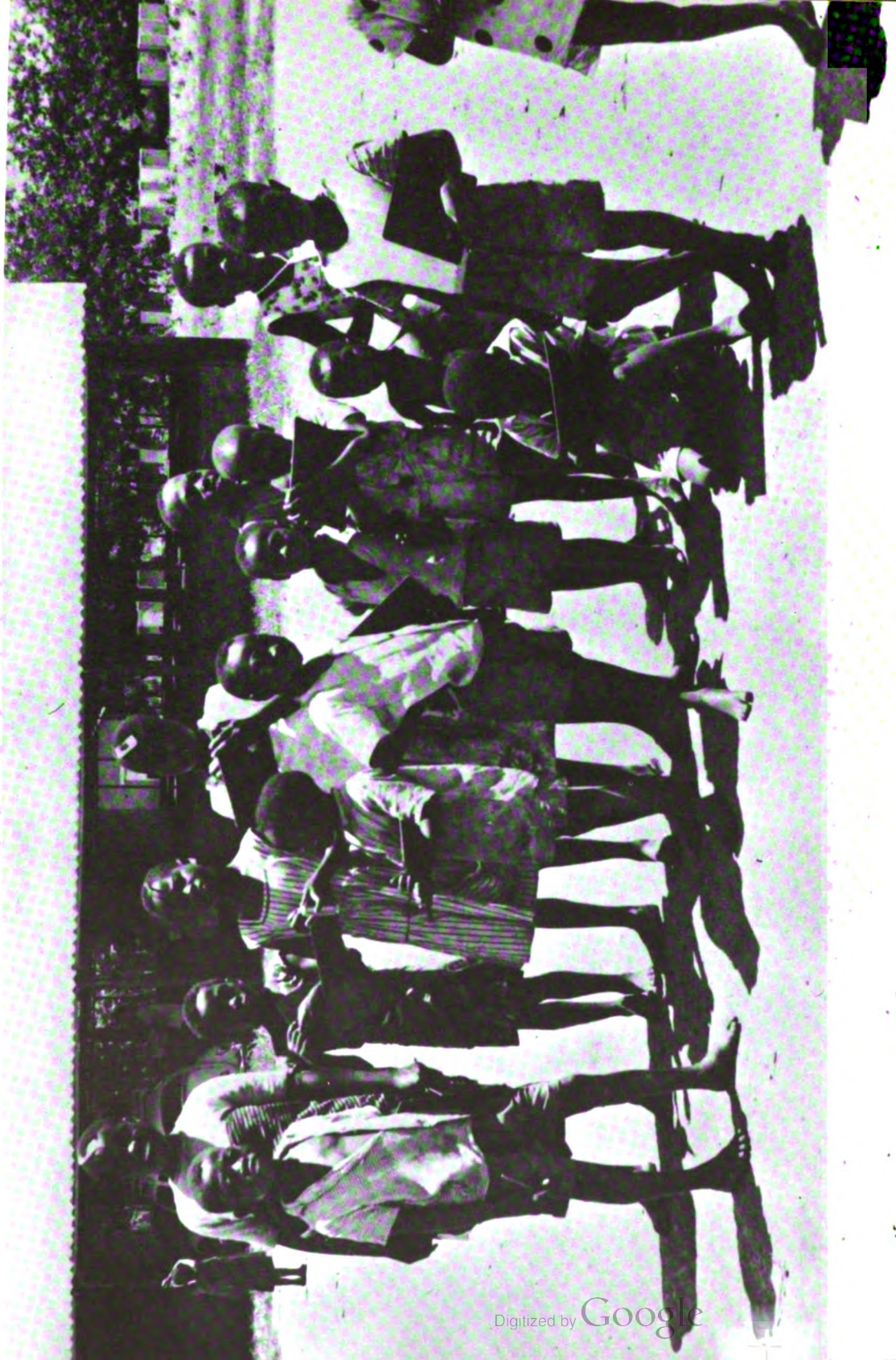
LUENA. — Sous l'œil amusé des Irlandais de l'O.N.U. les premiers convois ramenant la population débarquent en gare de Luena.

LUENA. — Irish soldiers of the U.N. kindly looking by, the first convoys bringing the population back enter the Luena railway station.



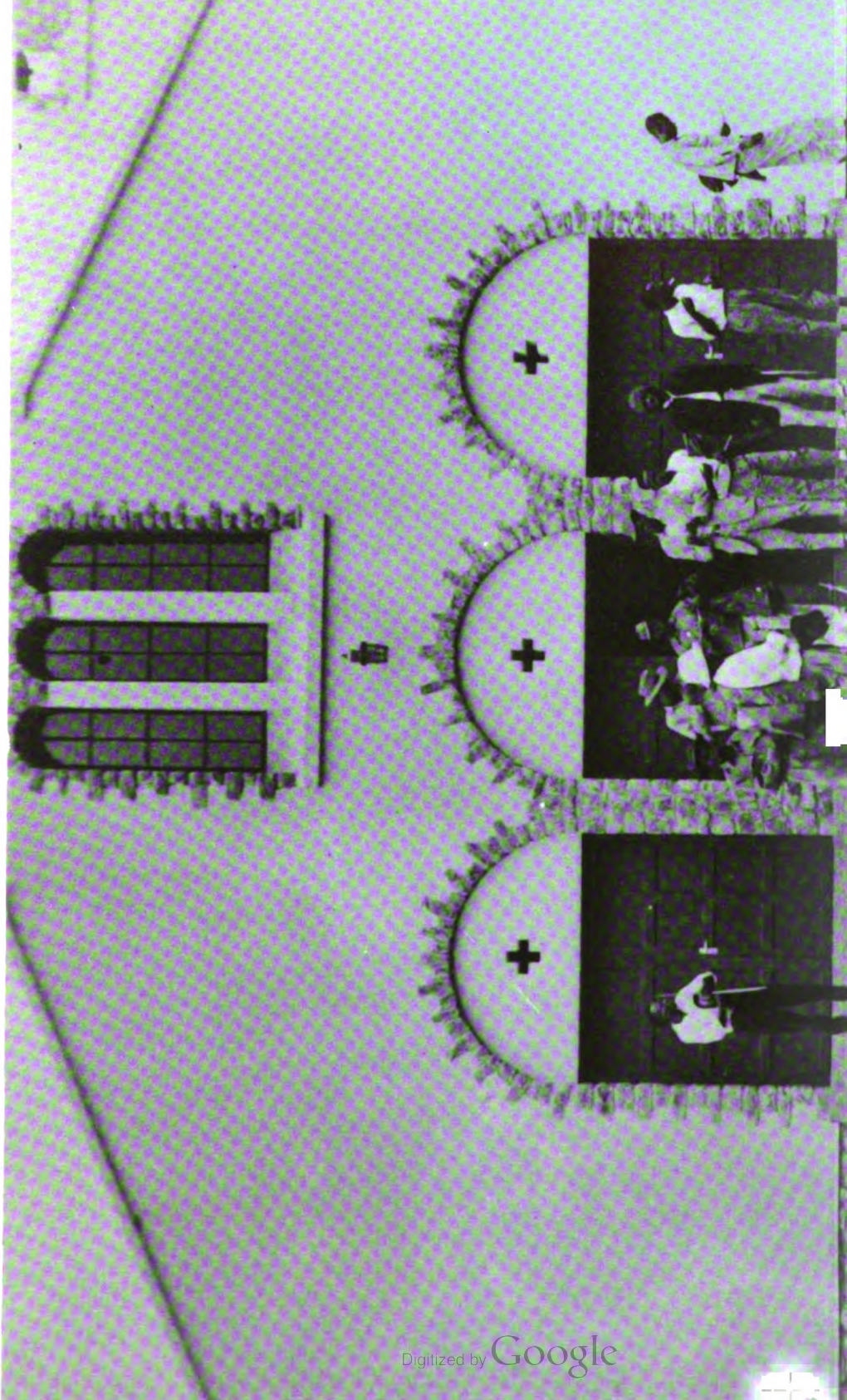
LUENA. — 13.2.1961. — Enfin l'école a réouvert ses portes, pour la première fois depuis septembre 1960. Les premiers écoliers reprennent les cours avec joie.

LUENA. — February 13th 1961. For the first time since september 1960, the school opens its doors. Schoolboys and girls gaily come back to learn.



LUENA. — L'église a réouvert ses portes.

LUENA. — The church opens its doors, after the liberation.



LUENA. — Le charbonnage a repris ses activités.

LUENA. — Coal-mining resumes his activities.



LUENA. — Première naissance à la maternité, quelques heures après le dégagement du poste.

LUENA. — First birth at the maternity hospital, some hours after the relieving of the little town.



LUENA. — Visite quotidienne des nourrissons à la maternité après la libération du poste par les Forces Katangaïses.

LUENA. — Daily consulting for babies at the maternity hospital, after the liberation of the little town by the Katanga forces.



Village KABONGO (près de MUKULAKULU). — Le village a été complètement brûlé par les terroristes; les habitants reconstruisent après la libération.

KABONGO village (near Mukulakulu). — The village was totally burned down by outlaws. The inhabitants rebuild their huts after the liberation.



Village KATOTO. — Des bambins posent devant la maison récemment construite.

KATOTO village. — Children before their rebuild house.



MUKULAKULU. — Les magasins, dont la plupart étaient fermés
durant le régime terroriste, suite au manque de marchandises,
ouvrent de nouveau après la libération.

MUKULAKULU. — The shops, mostly closed during the terrorist
regime because of lack of goods, open again after the liberation.



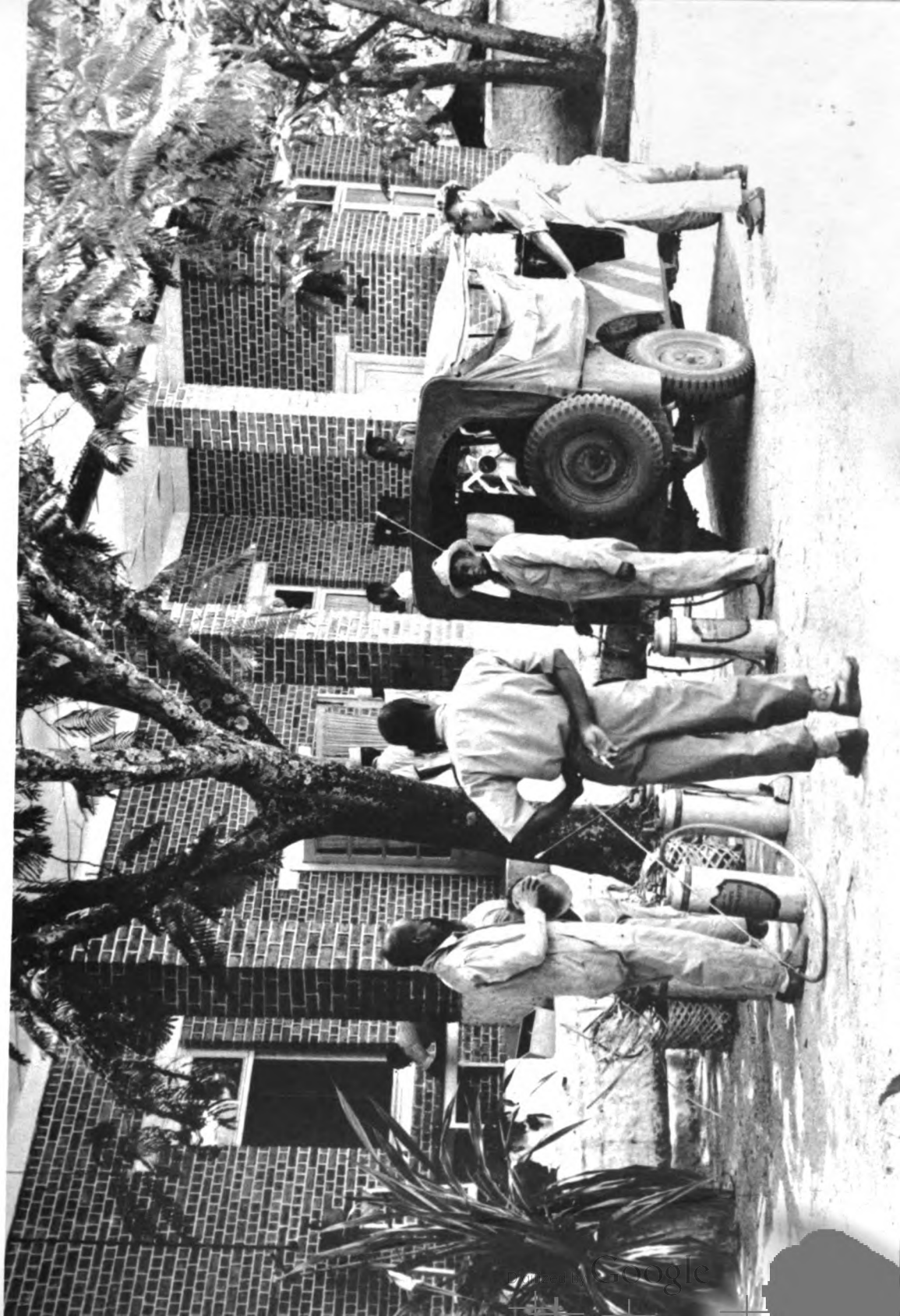
MANONO. — Le service social Katangais a suivi immédiatement les forces de libération. Premier contact avec la population.

MANONO. — The Katanga Welfare Service followed on the heels of the forces who liberated Manono. First contact with the population.



MANONO. — Deux jours après la libération du poste, les équipes
sanitaires entreprennent la désinfection de l'hôpital.

MANONO. — Two days after the liberation of the town, sanitary
squads disinfect the hospital.



MANONO. — Un reporter de radio Katanga enregistre les premières réactions de la population 24 h. après la libération.

MANONO. — A reporter of the Katanga Broadcast records the first reactions of the population, 24 hours after the liberation.



MANONO. — Sous l'œil bienveillant du Dr OPDEBEEK, médecin de la Géomines qui est toujours resté à MANONO, la population reçoit gratuitement du lait et des viandes offerts par la Croix-Rouge du Katanga.

MANONO. — The population receives gifts (milk and food) through the Katanga Red Cross.

Dr. Opdebeek, a physician of the GEOMINES who never left Manono during the occupation by terrorists, kindly looks by.



MANONO. — Quelques jours après la libération, des scouts aident les secouristes de la Croix-Rouge à distribuer du lait et des viandes à la population.

MANONO. — A few days after the liberation, boy-scouts help the people of the Red Cross distributing milk and food to the population.

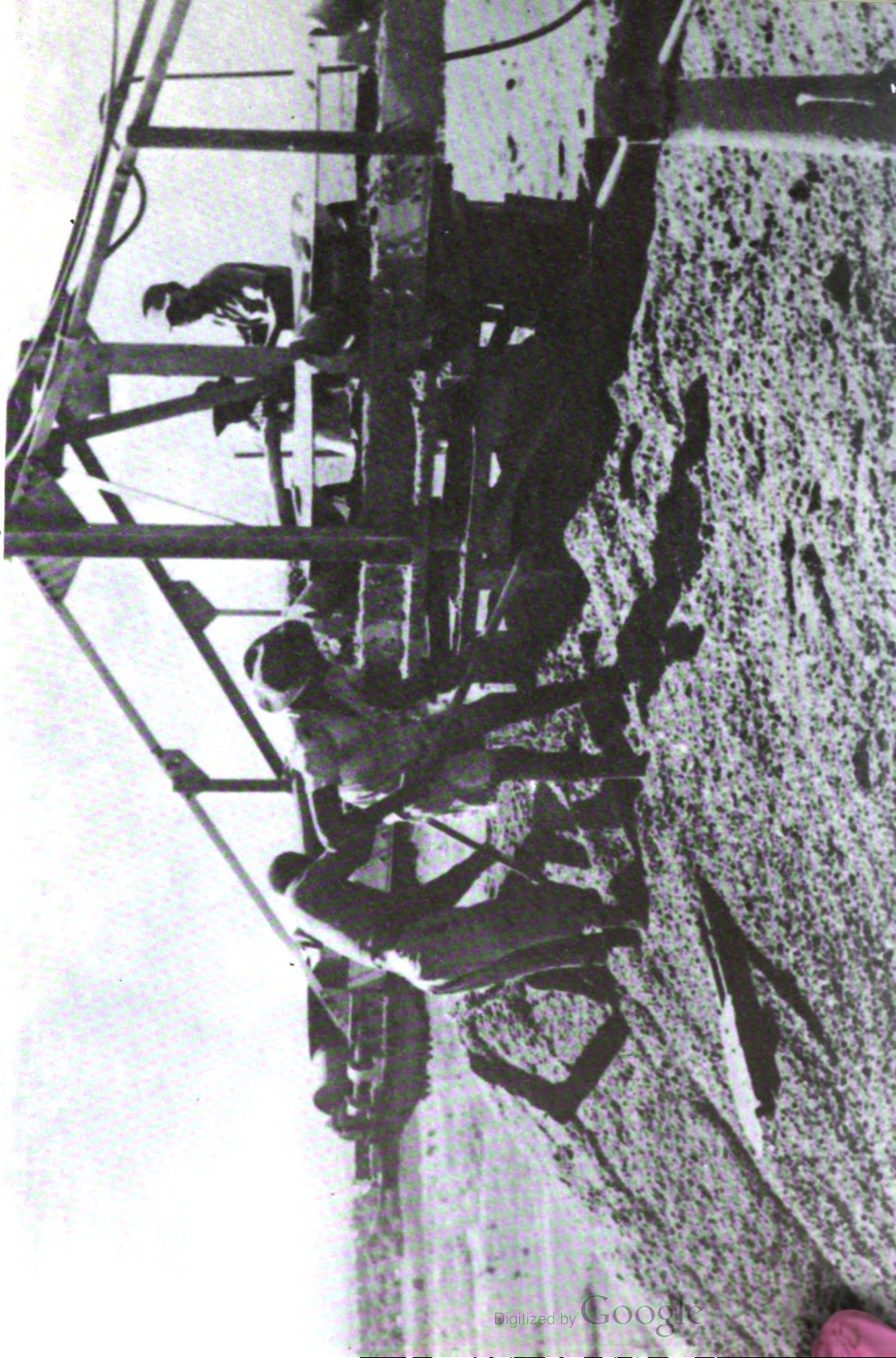
MANONO. — Quelques jours après la libération, des scouts aident les secouristes de la Croix-Rouge à distribuer du lait et des viâres à la population.

MANONO. — A few days after the liberation, boy-scouts help the people of the Red Cross distributing milk and food to the population.



MANONO. Carrière N° 4. — Une semaine après la libération du poste, la Géomines reprend ses travaux interrompus par les terroristes. Des centaines de familles baluba peuvent de nouveau gagner leur vie.

MANONO. — Quarry N° 4. A week after the liberation of the town, the GEOMINES resumes his activities interrupted by terrorists. Hundreds of baluba families have again the opportunity to earn something.



MANONO. — L'échange monétaire au C.E.C.

MANONO. — Exchange of Congolese banknotes.
ont.

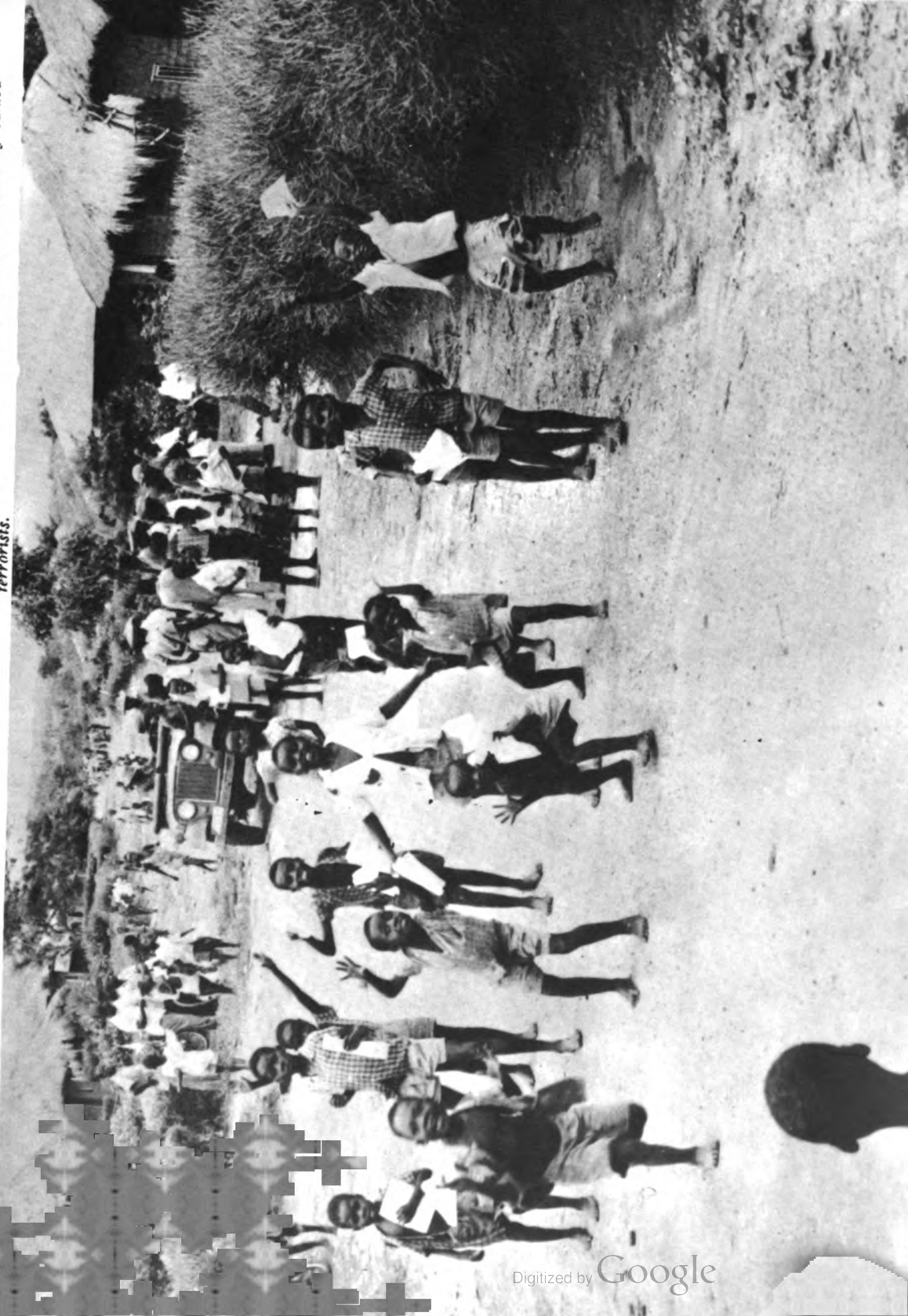
MANONO. — *L'échange monétaire au C.E.C.*

MANONO. — *Exchange of congolese bank-notes for katangese ones.*



Village au Chef Luba (à 15 km de Manono). — Fraternisation entre les populations dont le chef fut lâchement assassiné et les premières forces Katangaises qui libérèrent Manono.

Village of the Chief Vincent (about 9 miles from Manono). — The population fraternizes with the first Katangese troops who liberated Manono.
The chief of this village has been cruelly murdered by baluba terrorists.



DT 665 .K3 A2 C.1

Livre blanc du GouvernemeAPP6937

Hoover Institution Library



3 6105 083 134 093

PRINTED BY THE KATANGA GOVERNMENT
ELISABETHVILLE (KATANGA)